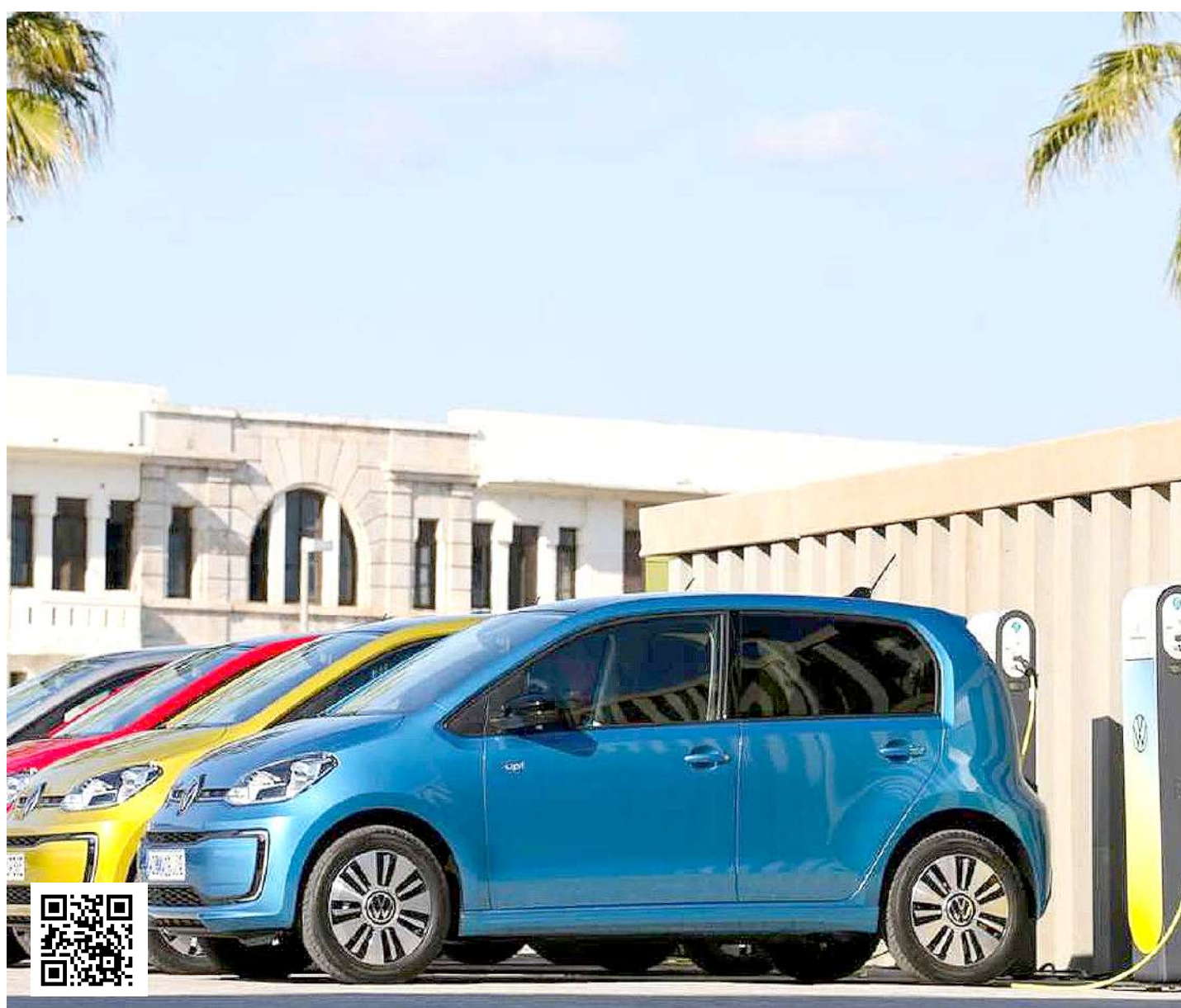


LE PREMIER VÉHICULE ÉLECTRIQUE POUR 2025

Un grand pas pour notre industrie automobile

Avec l'avènement du premier véhicule algérien électrique, l'Algérie s'engage dans une démarche résolue pour promouvoir ce type de véhicule, et réduire son empreinte carbone, ouvrant ainsi la voie à un avenir plus durable sur le plan environnemental et économique. L'Algérie se positionne désormais comme un acteur déterminé dans la lutte mondiale contre le changement climatique en orientant son secteur automobile vers la mobilité électrique. Cette décision reflète la volonté du pays de jouer un rôle proactif dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dans la création d'une économie plus verte. P 3



AGRICULTURE

**Le Recensement général
de l'agriculture
débutera le 19 mai**



Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, lundi dans un communiqué, que le Recensement général de l'agriculture (RGA) débutera le 19 mai prochain et se poursuivra jusqu'au 17 juillet 2024.

P 4

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER
**Réalisation de plus de
50% des cinq nouvelles
stations**

Le président-directeur général (PDG) de la Compagnie algérienne de l'énergie (AEC), Mohamed Boutabba, a affirmé, lundi à Alger, que le projet complémentaire relatif à la réalisation de cinq stations de dessalement de l'eau de mer dans cinq wilayas côtières, avec une capacité de production de 300.000 m³/jour chacune, enregistrait un taux d'avancement de plus de 50%.

P 5

MOHAMED TIFOURI

**« Le Recensement
agricole essentiel pour les
programmes de
développement »**



Le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a annoncé le lancement du recensement général de l'agriculture. Cette opération aura lieu du 19 mai au 17 juillet

P 5

ZIMBABWE

**Harare présente
une demande d'adhésion
à la banque des BRICS P 4**

CONSEIL DE LA NATION

**Adoption à l'unanimité de
la loi portant règlement
budgétaire 2021 P 5**

**L'Algérie envoie
deux avions d'aide
humanitaire
pour Ghaza P 2**

L’Algérie envoie
deux avions
d’aide
humanitaire
pour Ghaza

En solidarité avec le peuple palestinien frère et sur instruction du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, deux avions chargés d’aides humanitaires ont atterri, ce matin, dans la ville d’El-Arich, en Egypte. Les deux avions transportaient quelques 168 tonnes de denrées alimentaires, de médicaments et de matériels de première nécessité. Les aides proviennent du Croissant rouge algérien et seront ensuite acheminées vers la bande de Ghaza, à travers le passage de Rafah. Le chargement des aides humanitaires a été effectué, tôt ce matin, au niveau de l’aéroport militaire de Boufarik, en première région militaire. Cette opération démontre la solidarité sans faille du gouvernement et du peuple algériens envers le peuple palestinien frère, qui subi des agressions quotidiennes du colon sioniste depuis le 7 octobre dernier.

SOUS LE SIGNE DE
LA SOLIDARITÉ
Bingo de Hayat
Algérie aux
côtés de l’APC
de Sidi
M’Hamed pour
un Grand Iftar
collectif

En ce mois sacré de Ramadan, Hayat Algérie, une filiale de Hayat, entreprise spécialisée dans les produits d’entretien à domicile, les produits d’hygiène féminine et les produits de soins pour bébés, a conjointement organisé samedi soir avec l’APC de Sidi M’Hamed, le Croissant Rouge ainsi que d’autres acteurs économiques, un grand Iftar collectif, s’étendant de la rue Aissat Idir jusqu’à la Place du 1er mai à Alger, au profit de plus de 5000 personnes. Cette initiative louable, témoigne une fois de plus de nos valeurs de solidarité et de partage. Tout en offrant un espace de convivialité et d’échanges, ce grand iftar a rassemblé des familles, des étudiants, des étrangers et d’autres invités, autour d’une table commune pour partager les divers plats traditionnels algériens

DJAMAÂ EL DJAZAÏR

Grande affluence des fidèles
pour faire don de leur sang

La campagne de don de sang, organisée par l'Agence nationale du sang (ANS), en collaboration avec Djamaâ El Djazair, a enregistré une grande affluence des fidèles et des visiteurs de cet édifice religieux et civilisationnel, confirmant ainsi l'attachement de la société algérienne, toutes composantes confondues, aux valeurs de solidarité et d'entraide pendant le mois sacré, surtout lorsqu'il s'agit de sauver des vies.

Placée sous le slogan "Tous unis pour le don de sang en ce mois de partage", cette initiative qui s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée maghrébine du don de sang, a connu une grande affluence des fidèles et des visiteurs de Djamaâ El Djazair venus de différentes wilayas, illustrant ainsi les plus belles images de solidarité enracinée dans la société algérienne, notamment pendant le mois sacré de Ramadhan, notamment lorsqu'il s'agit de sauver des vies qui ont un besoin en urgence de cette matière vitale. De nombreux fidèles rencontrés par l'APS à Djamaâ El Djazair ont exprimé leur enthousiasme de participer à la campagne de don de sang organisée dans cet édifice religieux et civilisationnel. A ce propos, M. Kamel, enseignant universitaire à Batna, a indiqué que le don de sang "permet de ressusciter les tradi-

tions d'entraide dans la société algérienne et contribue à sauver des vies", ainsi qu'à "renforcer les stocks de cette matière dans les banques de sang des hôpitaux pour parer à toute urgence". Répondant à l'appel de solidarité, le personnel et les cadres de Djamaâ El Djazair, sous la supervision du recteur de Djamaâ El Djazair, Mohamed Mamoune El-Kacimi, veillent à "la réussite de l'opération, en encourageant les fidèles et les visiteurs de cet édifice religieux à faire don de leur sang", a déclaré à l'APS le sous-directeur de l'information et de la communication de Djamaâ El Djazair, M. Belkacem Adjadj. Les imams de cet édifice religieux ont également "mobilisé et encouragé les fidèles à faire des dons à travers des cours religieux mettant en exergue les vertus de la solidarité et des bonnes actions pour sauver la vie d'autrui, tel que prôné par les préceptes de l'Islam et ses valeurs

ancrées dans la société algérienne", a-t-il ajouté. Djamaâ El Djazair a mobilisé tous les moyens matériels et humains pour la "réussite" de cette campagne, notamment les médias et ses pages sur les réseaux sociaux pour promouvoir cette campagne humanitaire et de solidarité, a précisé le même responsable. Pour leur part, les responsables de l'Agence nationale du sang (ANS) ont salué la "grande affluence" des fidèles pour faire don de leur sang à Djamaa El Djazair afin d'approvisionner les banques de sang durant le mois de Ramadhan, a indiqué le directeur de la communication de l'ANS, Dr Kerri Sofiane, qui a rappelé que Djamaa El Djazair a abrité deux campagnes les 22 et 30 mars, et s'apprête à abriter une troisième le 6 avril, à l'occasion du 27ème jour du mois de Ramadhan.

RAMADHAN ET AID

Ventes records des billets de vols
à destination de l’Algérie

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a réalisé des ventes records de billets de vols internationaux à destination de l'Algérie, programmés pendant la période du Ramadan et de l'Aïd, avec près de 48.000 billets vendus. Air Algérie a réussi à vendre, durant la période allant du 29 janvier

au 24 mars derniers, 47.791 billets concernant des vols programmés entre le 10 mars et le 13 avril en cours, selon un communiqué de la compagnie aérienne. Il s'agit d'une hausse "exceptionnelle" sur un an, avec environ 17.000 billets de plus par rapport à la même période de

l'année précédente où les ventes ont atteint 31.143 billets, précise la même source. Les villes françaises étaient en tête des réservations, en raison de la forte concentration de la communauté algérienne à l'étranger, explique la compagnie. Cette augmentation intervient

suite aux réductions importantes des tarifs de billets de la compagnie, allant jusqu'à 50%, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné de faciliter l'arrivée des membres de la communauté nationale à l'étranger en Algérie pendant le mois de Ramadhan

INDUSTRIE

Ali Aoun inspecte l’INPED de Boumerdes

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, effectue, ce mardi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Boumerdes. A l'entame de la visite, le ministre a as-

sisté à une présentation détaillée du secteur de l'industrie au niveau de la wilaya. Un secteur ayant connu une certaine dynamique. Les 14 821 petites et moyennes entreprises (PME) enregis-

trées, dont 24 publiques, ont généré 91 351 emplois et contribuent à hauteur de 12,41 % à l'économie locale. A l'occasion, le ministre s'est rendu à l'Institut national de la productivité et du développement industriel (INPED).

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PREMIER VÉHICULE ÉLECTRIQUE POUR 2025

Un grand pas pour notre industrie automobile

Avec l'avènement du premier véhicule algérien électrique, l'Algérie s'engage dans une démarche résolue pour promouvoir ce type de véhicule, et réduire son empreinte carbone, ouvrant ainsi la voie à un avenir plus durable sur le plan environnemental et économique. L'Algérie se positionne désormais comme un acteur déterminé dans la lutte mondiale contre le changement climatique en orientant son secteur automobile vers la mobilité électrique. Cette décision reflète la volonté du pays de jouer un rôle proactif dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dans la création d'une économie plus verte.

Par Réda Hadi

Selon les affirmations du Directeur Général de la Recherche Scientifique au Ministère de l'Enseignement Supérieur, le véhicule électrique "Made in Algeria" sera produit en 2025. Interrogé par des confrères de la radio nationale, celui-ci affirme qu'"Un consortium constitué par le CRTI et des industriels va produire le premier véhicule électrique à partir de l'année prochaine". Notre pays, qui compte parmi les grands producteurs de pétrole et de gaz naturel, se tourne naturellement vers les énergies renouvelables et la mobilité électrique pour réduire son empreinte carbone et diversifier son économie. Cette transition vers les véhicules électriques s'inscrit dans le cadre du programme national de gestion de l'énergie, un effort concerté pour favoriser la mobilité propre. En parallèle, le programme prévoit l'installation de 1000 bornes de recharge électrique individuelles à travers le pays. Ces bornes seront fournies par une branche de la société Sonelgaz, qui a lancé des appels d'offres pour leur mise en place. Cette infrastructure de recharge facilitera la transition vers la mobilité électrique en offrant aux propriétaires de voitures électriques un réseau de recharge fiable. Le projet global de soutien à la mobilité électrique sera encadré par un texte législatif inclus dans le projet de loi de finances 2024. Il faut se rappeler que le coup d'envoi de ce projet a été donné, en avril 2023 par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le prototype de la

première voiture électrique algérienne dont la structure est réalisée à 100% par le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI). La commande et le moteur sont en voie de réalisation. La batterie électrique, elle, a été réalisée à 100 % par ce centre en collaboration avec un autre centre de recherche. La décision donc, du gouvernement algérien de promouvoir activement les véhicules électriques s'inscrit dans un contexte mondial de prise de conscience croissante des défis liés au changement climatique. Et dans le but de favoriser le déploiement des voitures électriques sur le marché national, les pouvoirs publics ont mis en place des mesures pour les concessionnaires automobiles pour qu'ils puissent introduire sur le marché local des véhicules électriques. La promotion de la voiture électrique en Algérie présente de nombreux avantages, elle permettra de réduire la dépendance du pays aux carburants polluants, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement. De plus, les véhicules électriques sont moins coûteux à exploiter et à entretenir, offrant des économies significatives à long terme pour les propriétaires. Enfin, cette transition favorisera également le développement de l'industrie locale de pièces et composants pour véhicules électriques, ouvrant de nouvelles perspectives économiques. Le gouvernement a clairement affiché sa volonté de développer le secteur de la voiture électrique et de réduire la consommation des carburants polluants. Cette initiative met en relief, les efforts que l'Algérie déploie en matière de recherche et développement.

En effet Directeur Général de la Recherche Scientifique au Ministère de l'Enseignement Supérieur, a précisé à nos confrères, Qu'en plus du secteur automobile, les centres de recherche et les différents laboratoires relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur développent des inventions pour "pratiquement tous les secteurs", et que la priorité est accordée aux secteurs stratégiques, à savoir la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables et la santé des citoyens. Selon le représentant du Ministère de l'Enseignement Supérieur, une cinquantaine de recherches ont d'ores et déjà été communiquées aux différents secteurs en vue de les rentabiliser. Il a cité, entre autres, les innovations proposées au secteur de l'agriculture visant à améliorer la conservation des céréales et à sélectionner les meilleures semences résistantes aux changements climatiques. Pour le domaine de la santé, les centres de recherches ont proposé des dispositifs de prise en charge des accidents vasculaires cérébraux (AVC) et des modèles robotisés permettant de suivre les malades. Celui-ci a par ailleurs, a déploré, le manque d'implication des entreprises dans le développement de la recherche scientifique et l'absence d'intérêt des investisseurs pour les produits proposés par les chercheurs. "C'est pour cette raison que nous encourageons, aujourd'hui, nos chercheurs à créer leurs propres entreprises et développer des produits finis qui constitueront une valeur ajoutée à l'économie nationale", a-t-il indiqué.

RETRAITÉS
Télécharger et imprimer une attestation de revenu via un code QR grâce à des techniques plus sécurisées

Les services de la Caisse nationale de retraite (CNR) ont adopté de nouvelles procédures permettant aux retraités de télécharger et d'imprimer une attestation de revenu via un code QR (Quick Response), en utilisant des techniques de sécurité basées sur des codes en constante évolution, indique mardi un communiqué de la CNR. Cette démarche intervient en vue de "garantir une plus grande crédibilité de l'attestation imprimée via la plateforme". Les concernés peuvent télécharger l'attestation en accédant à l'espace des retraités via le lien "retraite.cnr.dz", en introduisant le nom d'utilisateur (numéro de pension) et le mot de passe attribué en contactant le numéro vert (3011) ou en se rapprochant de l'agence locale, précise le communiqué. Ce service tend à "permettre aux retraités d'obtenir une attestation de revenu (pension) sans se déplacer aux services de la CNR, avec la possibilité de masquer ou d'afficher le montant du revenu", conclut le communiqué.

MOHAMED TIFOURI

«Le Recensement agricole essentiel pour les programmes de développement»

Le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a annoncé le lancement du recensement général de l'agriculture. Cette opération aura lieu du 19 mai au 17 juillet. Une opération « essentielle et charnière à la lumière des mutations que connaît le secteur, en vue d'identifier et de mettre en œuvre les programmes de développement agricole » a affirmé Mohamed Tifouri, directeur des statistiques, de la numérisation et de la

prospective au ministère de l'agriculture et du développement rural. S'exprimant, ce mardi sur les ondes de la chaîne 1 de la Radio nationale, le même responsable a affirmé : « toutes les dispositions ont été prises pour la réussite de cette opération qui nécessite la concertation des acteurs du secteur agricole ». Le locuteur a précisé que la « première étape du processus de recensement consistera en un questionnaire manus-

crit utilisé par les agents du Recensement Général de l'Agriculture. Cette étape inclura toutes les exploitations agricoles à travers le territoire national. Elle sera suivie par l'identification de centres de traitement des données du questionnaire pour les répertorier dans une plateforme numérique spécifique à ce processus, où ces données feront l'objet d'un suivi minutieux ». Abordant les défis du Recensement Général de l'Agriculture, l'invité de la

Radio nationale a indiqué qu'ils résident dans l'unification des concepts et de la terminologie sur l'ensemble du territoire national. Une problématique prise en charge à travers un programme de formation soigneusement planifié couvrant tous les aspects techniques et le contrôle des données requises par le questionnaire, tout en allouant une période de formation à la vulgarisation agricole.

RN/AGENCES

AGRICULTURE

Le Recensement général de l’agriculture débutera le 19 mai

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, lundi dans un communiqué, que le Recensement général de l'agriculture (RGA) débutera le 19 mai prochain et se poursuivra jusqu'au 17 juillet 2024. Cette date a été fixée lors des travaux de la 5e réunion de la Commission nationale du Recensement général de l'agriculture, présidés par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, et consacrés aux derniers préparatifs avant le lancement du recensement agricole, précise le communiqué. Lors de cette réunion, M. Cherfa a rappelé les instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil des ministres du 24 mars 2024, quant à "l'impératif d'accorder une grande importance au recensement général dans le secteur de l'agriculture, en ce qu'il représente un mécanisme essentiel pour connaître les capacités nationales et identifier les besoins afin de prendre les bonnes décisions sur la base de données scientifiques exactes", selon le communiqué. Lors de la réunion, la Commission nationale du RGA a adopté le modèle de questionnaire final de cette opération nationale, avec la présentation d'un exposé sur l'application dédiée à la saisie des données collectées, ajoute la même source. A noter que le RGA de 2024 est le troisième recensement agricole en Algérie, après les recensements de 1973 et de 2001.

ZIMBABWE

Harare présente une demande d’adhésion à la banque des BRICS

Harare assure avoir déjà reçu le soutien du Brésil, de la Russie et de l'Afrique du Sud pour rejoindre l'institution financière considérée comme une tentative de bousculer l'architecture financière mondiale dessinée par les accords de Bretton Woods et de constituer une alternative au FMI et à la Banque mondiale. Le Zimbabwe a présenté une demande d'adhésion à la New Development Bank (NDB), la banque de développement fondée par les pays membres du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a annoncé Persistence Gwanyanya (photo), économiste et membre du comité de politique monétaire de la Banque centrale zimbabwéenne. « Nous avons officiellement demandé à rejoindre la Nouvelle

banque de développement des BRICS », a-t-il déclaré dans une interview publiée le vendredi 29 mars 2024 par le quotidien d'Etat The Herald, indiquant que Harare a déjà obtenu dans ce cadre, le soutien de trois pays membres du bloc des BRICS (le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud). M. Gwanyanya a précisé que l'adhésion du Zimbabwe à la NDB n'exclue pas ses aspirations à rejoindre le groupe des BRICS. « Le Zimbabwe, comme de nombreuses nations africaines, s'est engagé à atteindre une croissance et une transformation économiques durables par le biais de l'intégration continentale. Nous apprécions notre collaboration avec les partenaires des BRICS pour atteindre nos objectifs d'intégration des marchés », a-t-il souligné.

Le Zimbabwe avait déjà exprimé en 2023 sa volonté de rejoindre le groupe des BRICS, sans déposer une demande officielle. Basée à Shanghai, la NDB s'est donnée pour objectif de mobiliser les ressources pour les infrastructures et projets de développement dans les pays membres du groupe des BRICS et d'autres économies émergentes et en développement. La création de cette institution est souvent considérée comme une tentative de bousculer l'architecture financière mondiale dessinée par les accords de Bretton Woods et de constituer une alternative au FMI et à la Banque mondiale, des institutions très critiquées pour leur incapacité à refléter le poids grandissant des BRICS qui représentent plus de 40 % de la population de la planète et 26 % du PIB mondial.

AUGMENTATION DE LA RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE DES PORTS

Un ensemble de paramètres d’évaluation arrêté

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, a indiqué, à Annaba, que son département ministériel avait arrêté un ensemble de paramètres d'évaluation des ports du pays "dans l'optique d'en augmenter la rentabilité économique". "Les critères fixés représentent des indicateurs importants sur lesquels le ministère s'appuiera pour évaluer l'efficacité économique de tous les ports d'Algérie", a souligné M. Zahana qui effectuait une visite d'inspection et de travail à Annaba. Il a fait savoir, à ce propos, que les paramètres les plus importants ont trait à la durée d'accostage des navires dans le port, à la durée des opérations de traitement (chargement et déchargement), à l'activité des conteneurs et autres services attendus par les clients. Ces mesures visent, a encore indiqué le ministre, "à améliorer les performances des ports algériens en conformité avec les normes internationales". Le ministre des Transports a appelé les responsables en charge de la gestion des ports à "œuvrer à relever le défi et à répondre aux exigences nées des transformations économiques mondiales, en mettant

en place toutes les conditions nécessaires aux activités des opérateurs économiques de l'intérieur et de l'extérieur du pays, aussi bien à l'export qu'à l'import". M. Zahana, et après avoir écouté un exposé sur le port d'Annaba et sur les différentes opérations en cours ou programmées pour sa modernisation, à travers la réhabilitation des quais, l'ouverture d'un centre commercial et la réalisation d'un port de plaisance, a souligné la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour ouvrir le centre commercial de 7.000 m2 avant la prochaine saison estivale. Le ministre des Transports a également inspecté, dans l'enceinte portuaire, la gare maritime. Réalisée conformément aux normes internationales, cette gare, qui avait été mise en service en juillet 2023, a permis d'améliorer notablement les conditions d'accueil des passagers. Selon les responsables de la gare maritime, les passagers qui vont débarquer dès l'été prochain à Annaba pourront assurer leurs véhicules et faire le change sur place et sans avoir à quitter le port. Le ministre des Transports avait entamé sa visite par

l'inspection des travaux de remise en état et de réhabilitation du téléphérique reliant le chef-lieu de wilaya à la commune de Seraïdi, sur une distance de plus de 4 km. Le téléphérique avait cessé de fonctionner, en 2019, après avoir subi des dommages à cause des intempéries. Selon les informations fournies au ministre, cet important moyen de transport sera remis en service dès la fin de cette année.

Un délai sur lequel M. Zahana a insisté, s'agissant, a-t-il rappelé, d'un acquis important en matière de transport, pour la wilaya d'Annaba ainsi que pour la population de la commune de Seraïdi qui compte environ 8.000 habitants, en plus de son rôle dans la promotion des activités touristiques dans la région. Le ministre a également inspecté la gare ferroviaire d'Annaba, puis visité, tour à tour, l'entreprise Cital d'assem-

blage et d'entretien des rames de tramway, le siège de l'entreprise des transports urbains et suburbains, à Sidi Ammar, et l'entreprise Ferroviaire de fabrication de wagons, à El Bouni. M. Zahana a achevé sa tournée dans l'enceinte aéroportuaire Rabah-Bitat d'Annaba pour s'enquérir de la qualité de l'accueil et de la prise en charge des passagers.

Dernière composition de DZAIRINDEX				
Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH ELAURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale						
وزارة التجارة وترقية الصادرات MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS			وزارة الفلاحة والتنمية الريفية MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL			
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 02 افريل 2024 الموافق لـ 23 رمضان 1445 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Avril 2024 (le 23 Ramadan 1445)						
Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كغ		
		متوسط Moyenne	أعلى Maximum	الأسفل Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	82	94	71	البطاطا	خضار طازجة
	Tomate	96	109	83	الطماطم	
	Oignon sec	84	91	77	البصل الجاف	
	Ail sec	487	567	407	الثوم الجاف	
	Carotte	74	84	65	الجزر	
	Navet	77	86	69	لفت	
	Chou-fleur	84	93	74	قرنبيط	
	Choux	65	74	57	كرنب	
	Courgette	74	84	64	الكوسة	
	Haricot vert	401	431	371	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	102	115	89	القلس	
Fruits frais	Pomme locale	460	566	353	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	560	692	427	التمر	
	Orange	142	172	113	البرتقال	
	Citron	150	171	128	الليمون	
	Banane	423	438	407	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1708	1826	1589	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	483	495	471	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)	

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Réalisation de plus de 50% des cinq nouvelles stations

Le président-directeur général (PDG) de la Compagnie algérienne de l'énergie (AEC), Mohamed Boutabba, a affirmé, lundi à Alger, que le projet complémentaire relatif à la réalisation de cinq stations de dessalement de l'eau de mer dans cinq wilayas côtières, avec une capacité de production de 300.000 m3/jour chacune, enregistrait un taux d'avancement de plus de 50%.

Invité de la Chaîne 1 de la Radio algérienne, M. Boutabba a fait savoir que la mise en exploitation des cinq stations, prévue pour décembre 2024, dans les wilayas d'Oran, Tipasa, Boumerdes, Béjaia et El Tarf, connaissait un taux d'avancement important, notamment la station de Fouka à Tipasa qui a atteint 60%, tandis que le taux oscille pour les autres stations entre 52 et 54%. "Avec la mise en service de ces cinq stations, la capacité totale de dessalement de l'eau de mer passera de 18% actuellement à 42%", a-t-il ajouté. Il a, en outre, cité un autre programme en cours d'étude, relatif à la réalisation de six stations de dessalement de l'eau de mer visant à renforcer l'alimentation en eau potable (AEP), pour atteindre un taux de dessalement de 60%, outre un projet en cours

d'étude relatif à la réalisation de stations mobiles de dessalement, avec une capacité de production allant entre 2.500 et 2.700 m3/jour. A ce titre, M. Boutabba a estimé que le dessalement de l'eau de mer était «une solution essentielle» pour faire face au stress hydrique, ajoutant que dès l'entrée en production de ces stations, les besoins nationaux en eau potable seront assurés grâce au dessalement. Selon l'intervenant, «l'AEC a choisi des entreprises algériennes pour assurer les équipements locaux à hauteur de 100%, relevant que le taux d'intégration nationale dans la réalisation de ces stations a atteint 30% à 40%. Affirmant que le domaine du dessalement de l'eau de mer est «prometteur», le même

responsable a appelé à l'importance de faciliter l'accès des entreprises et des investisseurs dans ce domaine, en vue de le booster davantage. M. Boutabba a mis l'accent, à cette occasion, sur l'importance de la formation dans le domaine de l'investissement dans le dessalement de l'eau de mer, à travers l'introduction de normes et de modules scientifiques en matière de techniques de pointe et de formations pratiques, avec l'application de ces normes dans les universités algériennes, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et dans les centres de formation, en coordination avec le ministère de l'Enseignement et de la Formation professionnels.

CONSEIL DE LA NATION

Adoption à l'unanimité de la loi portant règlement budgétaire 2021

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, lundi à l'unanimité, la loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, élaborée dans la perspective des réformes de maîtrise des dépenses publiques à moyen terme. La loi a été adoptée avec 111 voix pour sur un total 70 membres présents et 41 votes par procuration, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. A l'issue de l'adoption, M. Faïd a salué les interventions des membres du Conseil de la nation lors des débats, affirmant que ses services ministériels ne ménageront aucun effort pour prendre en charge les recommandations des sénateurs visant à garantir une meilleure gestion de l'argent public. Dans son intervention, le président de la commission des affaires économiques et financières du Conseil, Miloud Hanafi, a estimé que l'adoption de la loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021 par le Conseil de la nation, "se veut un jalon essentiel dans la consécration de la bonne gouvernance, la rationalisation de la dépense publique et la consécration de l'Etat de droit, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui veille toujours à permettre à toutes les institutions de l'Etat d'exercer leur rôle de contrôle des dépenses de l'argent public et à le préserver contre le gaspillage, en vue de la création

d'une nouvelle dynamique dans l'Algérie nouvelle". Avant le vote, les membres du Conseil, après avoir débattu le texte, ont salué les efforts déployés par l'Etat, notamment en ce qui concerne le parachèvement de la construction des infrastructures de base et a levée du gel sur plusieurs secteurs importants sur instruction du président de la République, tels que la construction d'établissements hospitaliers, en sus de la politique de l'Etat visant à améliorer la grille salariale et à créer l'emploi. Les interventions des membres du Conseil de la nation ont porté sur l'état d'avancement du processus de numérisation des secteurs des finances, l'amélioration des opérations de paiement électronique, la possibilité de lever le gel sur certains projets de développement et de services inscrits et la stratégie du ministère pour réduire le déficit budgétaire. En réponse aux préoccupations des membres, le ministre a indiqué qu'il avait été procédé à la réduction de la durée de présentation du projet de loi portant règlement budgétaire dans le cadre des réformes budgétaires, comptables et fiscales, ajoutant que la loi organique relative aux lois de finances prévoyait l'application de l'année de référence N-2 entre 2023 et 2025. Concernant les travaux d'épuration de la nomenclature d'équipement public, le ministre a précisé que la nomenclature fera l'objet d'épuration périodique tous les 5 ans

conformément aux dispositions de l'article 18 en vigueur. A cet égard, il a indiqué que le ministère des Finances avait effectué une deuxième opération d'épuration d'équipement public de l'année 2019, faisant état de 196 décisions émises et transmises aux chargés de gestion des budgets d'équipement de l'Etat. En ce qui concerne la numérisation, le ministre a indiqué que pour le secteur bancaire, le processus de réforme bancaire avait permis d'améliorer plusieurs aspects et de rattraper le retard à travers l'adoption de nouvelles technologies, le développement des métiers de la banque et la promotion de l'inclusion financière. Quant au projet de Sidi Bel Abbès relatif à l'approvisionnement en eau de mer dessalée, il a expliqué qu'il était inscrit dans la loi de finances 2023 et que les affectations qui lui étaient allouées n'avaient pas été consommées, ajoutant que d'autres accréditations seront prévues pour ce projet au titre du PLF 2025. Au terme des travaux de la séance, le président du Conseil de la nation a affirmé que l'adoption du texte de loi portant règlement budgétaire 2021 n'était pas simplement une opération technique, d'où la nécessité d'une lecture politique afin de donner une image claire des efforts déployés par l'Etat en vue d'atteindre les objectifs de l'Algérie nouvelle. M. Goudjil s'est enorgueilli de ces efforts, qui doivent être toujours animés par l'engagement et la volonté.

AUTO-ENTREPRENEUR

3

documents seulement pour ouvrir un compte bancaire en devise

L'agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE) a annoncé hier, 31 mars, de nouvelles facilitations pour les détenteurs de la carte d'auto-entrepreneur. Ces derniers pourront désormais ouvrir un compte bancaire commercial et recevoir/retraiter 100 % de leurs revenus en devise en présentant trois simples documents seulement. Cette réforme de l'ANAE, élaborée en conformité avec les textes réglementaire de la banque d'Algérie, s'inscrit dans le cadre des mesures qui vise à encourager l'auto-entreprenariat en Algérie. Ainsi, les néo-auto-entrepreneurs pourront ouvrir leurs propres comptes bancaires commerciaux en fournissant les trois documents suivants : Une photocopie de la carte d'auto-entrepreneur ; Une copie d'une pièce d'identité (carte d'identité, passeport, permis de conduire) ; Un document prouvant le lieu de résidence (facture Sonelgaz, ADE, etc.). On note donc que l'inscription au Registre du commerce ne figure plus dans la liste des conditions nécessaires à l'ouverture d'un compte bancaire commercial. En outre, la note de l'ANAE informe les autoentrepreneurs exportateurs de services qu'ils pourront, en possédant un compte bancaire, retirer 100 % de leurs revenus en devise. En février dernier, le ministre des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a déclaré que plus de 20 000 personnes s'étaient inscrites sur la plateforme numérique de l'ANAE pour obtenir la carte d'auto-entrepreneur.

TÉBESSA

Distribution de plus de 3.000 logements promotionnels locatifs «avant fin 2024»

Les clés de 3.107 logements publics locatifs (LPL) seront remis «avant la fin de l'année en cours 2024», a révélé dimanche le chef de l'exécutif local, Saïd Khelil. Dans une déclaration à la presse en marge de son inspection du projet de réalisation de 1.000 logements LPL dans la commune de Boulhaf Dir Le wali a précisé que la distribution de cet important quota sera effectuée «au cours du second semestre de cette année, à l'occasion de la commémoration du 62ème anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse et du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution».

Ce quota est constitué de 1.054 unités au pôle urbain Doukane du chef-lieu de wilaya dont la liste des bénéficiaires a été affichée dernièrement, de 1.053 autres unités dont la liste des bénéficiaires sera élaborée «prochainement» par la commission de la daïra de Tébessa et de 1.000 autres unités à Boulhaf Dir, a précisé le wali assurant que la totalité de ce quota sera distribué «avant la fin de cette année».

Le projet de réalisation des 1.000 unités LPL du pôle urbain Boulhaf Dir dont le taux d'avancement des travaux dépasse 85 % a bénéficié d'une enveloppe financière de plus de 230 millions DA pour les travaux d'aménagement urbain extérieur incluant les divers réseaux, le revêtement de routes et le pavage des trottoirs, l'aménagement d'espaces verts et d'aires de jeu ainsi que l'éclairage public. Sur site, le wali a recommandé l'accélération impérative des travaux et le respect des normes de réalisation et des délais fixés. M. Saïd Khelil a indiqué que la wilaya a bénéficié également de 1.200 logements AADL au titre de l'exercice 2024 dont la réalisation sera engagée au nouveau pôle urbain El-Anba au chef-lieu de wilaya et de 3.000 aides au logement rural de sorte à répondre à la demande sur le logement dans ses diverses formules.

TOUGGOURT

La wilaya sera l'une des plus importantes wilayas productrices d'électricité

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a déclaré, lundi, que Tougourt sera l'une des plus importantes wilayas productrices d'électricité.

S'exprimant lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail dans la wilaya, M. Arkab a souligné que "Tougourt sera l'une des plus importantes wilayas en matière de production d'électricité grâce aux différents projets d'investissement concrétisés ainsi que d'autres en chantier, dont le programme de développement initié par le groupe Sonelgaz portant réalisation de plusieurs transformateurs électriques en vue d'augmenter la capacité de production globale susceptible de dépasser les 3.000 mégawatts (MW) à l'horizon 2026-2027". Et d'ajouter que la wilaya de Tougourt dispose actuellement une capacité de 1.100 (MW) qui répond adéquatement aux besoins locaux en énergie électrique, sachant que la consommation d'électricité a atteint 670 MW durant la période estivale, ce qui traduit, a-t-il dit, "le degré d'autosuffisance énergétique réalisé dans cette nouvelle wilaya en dépit de l'expansion urbaine et industrielle". Le ministre a, après avoir écouté un exposé sur le secteur, exprimé sa "satisfaction" quant au développement enregistré à Tougourt où le taux de couverture en électricité et en gaz naturel, sont respectivement estimé à 97% et 84 %. La wilaya de Tougourt compte 154 opérations de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel au profit de 9.401 nouveaux logements, toutes

formules confondues, alors que 360 km linéaires de réseau (électricité et gaz) ont été réalisés, depuis 2020 à ce jour, au titre de 306 opérations dans le cadre du plan d'action de Sonelgaz, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. Accompagné des présidents directeurs généraux (PDG), respectivement du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, de la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal), Djamel Cherdoud et du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nedil, le ministre a procédé à la pose de la première pierre d'une centrale solaire photovoltaïque de 150 MW. Les travaux de réalisation de cette future installation énergétique qui s'étend une surface globale de 300 hectares dans la région d'El-Anète, au chef-lieu de wilaya, ont été confiés à l'entreprise nationale Cosider. Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet "Solar 1000 MW, portant réalisation de cinq centrales solaires photovoltaïques d'une capacité de 50 à 300 MW à travers cinq wilayas. Au cours de sa tournée, M. Arkab a inauguré un centre de transformation électrique 10/60 kilovolts (kV) dans la localité de Béni Djallèb, pour renforcer l'alimentation de la région en cette énergie et soulager la centrale électrique principale. Auparavant, le ministre a

inspecté la nouvelle station de kérosène de l'aéroport Sidi Mahdi, dotée d'un réservoir d'une capacité de 100 m3, deux pompes électriques, un système de sécurité incendie, des transformateurs électriques et deux camions citernes de 52 m3 destinée à alimenter les avions en kérosène. M. Arkab a procédé ainsi à la mise en service d'un raccordement au réseau de gaz naturel au profit de 800 foyers au quartier El Moustakbal, où il a réaffirmé l'importance de respecter les mesures de prévention contre la mauvaise utilisation du gaz. Dans la commune de Sidi Slimane, au Nord de Tougourt, la délégation ministérielle s'est enquis de l'état d'avancement des travaux du projet d'un centre de stockage de carburants de 6.100 m3, réalisé à 70%. Fruit d'un investissement privé, ce projet qui s'ajoutera à un centre existant d'une capacité stockage de 1.400 M3 relevant de l'entreprise nationale Naftal, permettra, une fois concrétisé, de renforcer les capacités de la wilaya en matière de stockage de carburants et de répondre aux besoins des wilayas limitrophes, a-t-on fait savoir. Il a, à cette occasion, mis l'accent sur l'impératif de veiller à la stricte mise en œuvre des mesures de sécurité et de la formation continue du personnel. Le ministre de l'Energie et des Mines, poursuit sa visite de travail dans la wilaya par l'inspection du complexe pétrolier Bir Sbaâ.

BOUIRA

Les projets d'eau potable «doivent être achevés avant l'été prochain»

Tous les projets du secteur des ressources en eau lancés à Bouira, "doivent être achevés dans les meilleurs délais et dans le respect de la qualité requise, avant l'été prochain", a déclaré lundi le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, lors d'une visite de travail dans cette wilaya. Le ministre qui a écouté un exposé sur l'évolution des projets lancés dans le secteur des ressources en eau à Bouira, a souligné que la wilaya "a beaucoup souffert l'été dernier du manque d'eau en raison du déficit pluviométrique qui sévit depuis sept ou huit ans". "Pour pallier à ce manque, les pouvoirs publics ont accompagné cette wilaya à travers une série de projets lancés et d'autres qui le seront bientôt", a rappelé le ministre, qui a

insisté auprès des responsables locaux afin qu'ils veillent à ce que ces projets soient livrés "dans les meilleurs délais et avec le respect des normes de la qualité, afin de permettre aux populations d'en tirer profit". Le ministre a rappelé, à l'occasion, que la solution "radicale et définitive" au problème du manque de la pluviométrie est la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer (SDEM) sur le long du littoral du pays, pour lesquelles "tous les moyens financiers, matériels et humains sont mobilisés", a-t-il dit. Pour Bouira, le barrage Koudiet Acerdoune sera raccordé à la SDEM en cours de réalisation à Boumerdes, alors que celui de Tilesdit sera connecté à une station similaire en cours de réalisation à

Béjaia, a rappelé M. Derbal. Il a, par ailleurs, estimé "important" de réutiliser les eaux usées épurées dans l'irrigation agricole, notamment pour le plateau des Arribs à Ain Bessam (Ouest de Bouira), et le périmètre du Sahel à M'Chedallah et Chorfa (Est). "La réutilisation des eaux usées permet de booster le secteur agricole et de diversifier sa production, et de développer l'économie nationale", selon M. Derbal qui a annoncé, à l'occasion, que "toutes les stations d'épuration des eaux usées (STEP) seront dotées d'un dispositif de traitement tertiaire qui permet une augmentation du potentiel hydrique de réutilisation dans divers secteurs". A noter que le ministre a visité la STEP de la ville de Bouira, et pro-

cédé à la mise en service d'un projet de raccordement de 14 communes au barrage Tilesdit pour un montant de 450 millions de dinars, selon la fiche technique du projet. Il a également lancé les travaux de réhabilitation du réseau de l'alimentation en eau potable (AEP) au chef lieu de wilaya, avant de mettre en service, dans la commune de Taghzout, un projet de raccordement des villages Ath El-kadi, Thala Boughlal, et El Kaf Ouarkouv, au réseau d'AEP. Le ministre s'est rendu également à Haizer (Est de Bouira), où il a donné le coup d'envoi de réalisation d'un réservoir d'une capacité de 500 m3 au village Slim, et un autre réservoir de 300 m3 à Ighil Azougagh.

MOSTAGANEM

Plantation de plus de 28.000 arbustes fruitiers

Plus de 28.000 arbustes fruitiers de différentes variétés ont été plantés dans la wilaya de Mostaganem, au titre de la campagne de reboisement 2023-2024, a-t-on appris de la conservation des forêts. Une convention signée entre la Di-

rection générale des forêts et l'opérateur économique public de la téléphonie mobile «Mobilis» a permis, à la faveur de la campagne de reboisement 2023-2024, de distribuer et de mettre en terre 28.600 arbustes de différentes variétés fruitières au niveau de la wilaya, a in-

diqué la même source. Environ 190 attributaires ont bénéficié de ces variétés, parmi lesquelles figurent les oliviers, les figuiers, les grenadiers, les amandiers, les noyers, les pruniers, les abricotiers, les orangers et les citronniers, sur une superficie totale estimée à 190 ha, a

ajouté la même source. Ce programme vise, selon la même source, à compenser les superficies forestières endommagées, ces dernières années, à soutenir la production agricole en matière d'arboriculture fruitière et à aider les populations riveraines du tissu forestier.

Par ailleurs, il a été procédé, au cours de la même campagne, dans le cadre du programme d'investissement sectoriel, à l'entretien de quelques 120 ha dans les communes de Nekmaria, Ouled Boughanem, Ouled Maallah, et Kheïredine.

En Afrique, le grand repli des entreprises françaises

C'est la pièce maîtresse du grand plan de réformes du président Patrice Talon pour faire décoller l'économie du Bénin, un confetti de 13 millions d'habitants accolé au géant nigérian. Grâce à la zone industrielle de Glo-Djigbé, le pays espère attirer des investisseurs du monde entier pour transformer et valoriser sur place ses matières premières agricoles, à commencer par le coton, dont il est le premier producteur mondial.

Pour transformer l'essai, l'ambitieux dirigeant a vu très grand. Plus de 1.640 hectares de surface, une route à deux voies pour relier le site à la capitale économique, Cotonou, des panneaux solaires pour afficher un bilan neutre en carbone. Trois ans après le démarrage de ce chantier pharaonique, les entrepôts et les usines s'alignent déjà à perte de vue. « Avant il n'y avait rien ici, c'était la brousse », raconte, encore un peu ébahi, un représentant d'Arise, la multinationale de Singapour qui exploite la zone industrielle avec l'État béninois. A l'intérieur des bâtiments, dont la modernité contraste avec le dénuement des villages alentour, des centaines d'employés s'affairent à coudre des vêtements, à trier des noix de cajou ou à tisser le coton. Une trentaine d'investisseurs ont déjà sauté le pas, attirés par les nombreuses mesures incitatives mises en place : exemption de droits de douane, exemption d'impôt sur les sociétés et un prix bas garanti de l'électricité. Ils sont indiens, vietnamiens, émiratis, ivoiriens, camerounais, béninois mais... pas un seul Français. Une absence troublante dans ce pays qui a le français pour langue officielle et dont l'élite a souvent fait une partie de ses études dans l'Hexagone. Le risque pour Paris est de rater le coche dans une économie parmi les plus dynamiques d'Afrique subsaharienne, avec une progression attendue à 6,3 % cette année par le Fonds monétaire international.

« Venez investir chez nous »

« Je ne vois pas pourquoi on pourrait avoir des investisseurs asiatiques et américains mais pas français. La France a un savoir-faire industriel et nous souhaitons en bénéficier », a plaidé Léontidji Beheton, directeur général de la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie, devant des chefs d'entreprise français venus à Cotonou, en décembre, avec une délégation de Bpifrance et du Medef International. Ici, pas de slogans antifrançais. « Venez investir chez nous », c'est le message qu'ont entendu les patrons français dans chacun des ministères où ils ont été reçus lors de leur visite. Car les besoins du pays, où la moitié de la population a moins de 40 ans, sont immenses. Pourtant, les entreprises françaises ne se bousculent pas au portillon, même si elles ne sont pas totalement absentes du paysage : un nouveau village de vacances devrait bientôt être exploité par le Club Med, tandis qu'Accor ouvrira prochainement un Sofitel à Cotonou où les habitants font leurs courses chez Auchan, pour ne citer que quelques exem-

ples. Mais dans les hôtels de la plus grande ville du pays, on parle souvent chinois – entre autres. Le Français Eric Renaud, patron de la société Sonama, chargée de piloter la mécanisation de l'agriculture, aurait bien aimé donner un coup de pouce à des entrepreneurs de l'Hexagone. Mais le dirigeant se fournit principalement auprès d'entrepreneurs indiens, « très bons et proactifs ». Outre des prix « divisés par deux », ils proposent souvent des lignes de crédit à taux préférentiels pour financer l'achat de matériel. Les fournisseurs chinois, il en est revenu, en revanche. Il fait de plus en plus commerce avec des entreprises italiennes qui « ont la gnaque ». « Quand on leur demande quelque chose qui n'est pas exactement dans le catalogue, ils envoient quelqu'un sur place. Les Français, eux, nous répondent : "ce n'est pas dans le catalogue" ». Chine, Inde, Turquie, Maroc, pays du Golfe : ces nouveaux acteurs taillent des croupières aux entreprises françaises, en particulier en Afrique francophone. En vingt ans, la part de marché de l'Hexagone à l'échelle du continent a été divisée par deux, passant de 10,6 % en 2002 à 4,4 % en 2022, selon les chiffres de la Coface, l'assureurcrédit à l'export. Dans le même temps, la part de la Chine est passée de 3 % à 18,8 %. Etienne Giros, le président du Conseil français des investisseurs en Afrique, organisation patronale privée, refuse d'y voir un désengagement économique de la France, mais plutôt un changement de paradigme. Au cours des dernières décennies, l'Afrique s'est ouverte au commerce international : le volume d'affaires de la France y a augmenté mais moins rapidement que pour ces nouvelles nations conquérantes.

Les Toyota ont remplacé les Peugeot

La France demeure solide dans la distribution, l'énergie (avec Total) ou encore les télécoms et les médias (Canal+ et Orange). Elle a en revanche cédé beaucoup de terrain dans la pharmacie et l'automobile. Les rues des grandes villes d'Afrique francophone en témoignent : il y a cinquante ans, elles étaient encombrées d'anciens modèles Peugeot et Citroën. Aujourd'hui, les voitures allemandes et japonaises ont pris leur place. D'autres statistiques nuancent l'apparent recul français : en matière de stocks d'investissements directs étrangers, la France demeure sur le podium (54 milliards de dollars en 2022), derrière le Royaume-Uni (60 milliards). Le nombre d'entreprises françaises ayant une filiale en Afrique a en outre doublé au cours des dix dernières années pour atteindre 4.200, générant des revenus qui, par définition, n'entrent pas en compte dans les statistiques des douanes. Mais

une petite musique lancinante se fait entendre : il y a eu le départ spectaculaire de Bolloré, pilier de la présence française en Afrique, qui a revendu sa logistique à l'armateur MSC en décembre 2022. S'il était confirmé, celui de la Société Générale du Maroc serait fracassant. Elle est la dernière grande banque française à conserver une large présence dans la région, BNP Paribas et Crédit Agricole ayant depuis longtemps réduit la voilure. Selon nos informations, d'autres projets de désengagement sont à l'étude dans les états-majors de grands groupes français. « Quand vous êtes sur du temps long, c'est compliqué de gérer une instabilité politique et monétaire aussi forte. On préfère investir ailleurs, notamment en Asie », confie un dirigeant, qui préfère ne pas communiquer sur le sujet. Etienne Giros évoque pour sa part une « tiédeur ». « On le ressent depuis le Covid : on regarde avec moins d'acuité les nouveaux projets, on ne répond plus à certains appels d'offres sur lesquels on n'a aucune chance de gagner. » La vague de coups d'Etat au Sahel – Mali, Burkina Faso, Niger – et les images d'enseignes hexagonales pillées par des manifestants brandissant des pancartes « La France dehors » n'ont pas arrangé les choses. Au Sénégal, l'arrivée en tête de l'opposant Bassirou Diomaye Faye au premier tour de l'élection présidentielle pourrait ouvrir la voie à un séisme politique. Prônant le rétablissement de la « souveraineté » nationale, il milite entre autres pour la sortie du franc CFA. « Les Africains nous disent "vous nous abandonnez" et nous, on leur répond "mais vous ne voulez pas de nous" », résume un ancien ministre français qui connaît bien la région. Pour Arnaud Floris, responsable pour l'Afrique de l'Ouest et du centre chez Bpifrance, c'est avant tout la présence militaire de la France dans la région qui génère du ressentiment. Le dirigeant, qui passe une grande partie de l'année sur le continent africain, assure ne pas constater de rejet des entreprises françaises, regrettant le discours décliniste et anxiogène qui est souvent fait depuis Paris. « Ce qui se passe, c'est une montée du désir de souveraineté économique dans les pays francophones. C'est une nouvelle réalité qu'il faut intégrer ». Si l'instabilité géopolitique peut freiner certains projets d'investissements, ce n'est pas toujours le principal souci de ceux qui sont installés sur place. Depuis la loi Sapin 2, qui a durci le cadre français de la lutte contre la corruption, la conformité au droit donne des sueurs froides aux dirigeants de groupes cotés. Ils craignent de se retrouver devant un juge à Paris parce qu'un salarié d'une filiale aurait accepté de verser « un paiement de facilitation » pour débloquer de la marchandise à la douane, par exem-

ple. Un risque judiciaire qui se double d'un risque médiatique avec les mises en causes régulières émanant d'ONG. Autant d'aléas auxquels ne sont pas soumis d'autres nations moins regardantes. « Il y a peu de revenus. En revanche, il peut y avoir beaucoup de problèmes réglementaires. En Afrique, beaucoup de gens n'ont pas de pièce d'identité, ils font plutôt du paiement par téléphone. Les KYC [Know Your Customer, processus permettant de vérifier l'identité des clients d'une entreprise, NDLR] sont difficiles à prouver. A un moment, l'arbitrage est vite fait », explique un banquier parisien.

Une politique africaine de la France mal comprise

Faire du business dans la région demande souvent du temps et de l'adaptabilité, autant de concessions que les chefs d'entreprise ne sont pas toujours prêts à faire. « Avec les Français, il faut que ce soit ceinture et bretelles. Autant dire qu'ici ça ne marche pas », regrette un entrepreneur béninois. Il y a un an, cette frilosité était justement pointée du doigt par Emmanuel Macron. « L'Afrique est devenue une terre de compétition », il faut « aller s'y battre », avait martelé le président. Une remontée de bretelles fraîchement accueillie dans les milieux économiques. Ils ne se privent pas de mettre en cause une politique africaine « que personne ne comprend », plombée par les maladresses (la plaisanterie du chef de l'Etat sur son homologue burkinabé – « il est parti réparer la climatisation » – n'est toujours pas passée, sept ans après). La France « est sur la défensive et tâtonne quant à l'attitude à adopter », constate, sévère, le rapport de la mission d'information parlementaire sur les relations entre la France et l'Afrique, publié en fin d'année dernière. « Si elle [la France] demeure performante dans une partie de l'Afrique, notamment anglophone, [...] elle s'est comme endormie dans son ancien pré carré », dit le rapport. Le potentiel est pourtant immense dans un continent jeune, appelé à devenir un gisement de croissance. Pour un haut responsable béninois, la solution viendra des PME. « J'ai dit à mes partenaires français que l'approche par grands contrats, grands projets, c'est très bien mais l'approche par investissements, c'est mieux : cela permet de créer de l'emploi et de faire le lien avec la jeunesse africaine. » « Il y a beaucoup d'incompréhensions, malheureusement. Mais quand les petites entreprises vont parler entre elles, on va recréer le lien », espère ce responsable qui se dit confiant. Plusieurs projets français pourraient bientôt se concrétiser à Glo-Djigbé.

Source : Les Echos

ÉGYPTE

Le gouvernement signe des accords pour optimiser des gisements pétroliers du golfe de Suez

L'Égypte travaille activement au renforcement de son influence sur le marché énergétique régional et international. Plusieurs des accords pétrogaziers signés par Le Caire ces derniers mois s'inscrivent dans cette logique. La compagnie saoudienne ADES Holding s'est engagée dans l'exploration et la production pétrolières dans le golfe de Suez, en Égypte. Mardi 26 mars, l'entreprise a signé à cet effet, deux accords impliquant Gharib Integrated Oil Services, SUCO Oil et OSOCO Oil, ses partenaires locaux, en présence de Tarek El-Molla, le ministre égyptien du Pétrole. Selon les ententes des parties prenantes, ces accords sont conclus pour une période de 10 ans avec une option de prolongation de 10 ans supplémentaires. Ils impliquent des investissements de la part d'ADES Holding en collaboration avec les partenaires locaux afin d'augmenter les taux de production des zones d'intérêt de Shukair, Gazorina, Ras Al-Eich, East Zet et Achrafi. Ces deals ont été conclus à la suite du premier cycle d'appel d'offres international lancé en septembre 2023 par l'Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC).

PRÉCARITÉ DE L'EMPLOI EN TUNISIE

Remédier aux vulnérabilités

Un emploi précaire est, par définition, un emploi qui n'offre pas une protection et des droits suffisants. Ainsi, les emplois informels sont souvent précaires, mais cela peut être aussi le cas de plusieurs types de travail formel, comme la sous-traitance, les contrats temporaires, le travail intérimaire, certaines formes de travail autonome et le travail à temps partiel involontaire.

Ces types d'emploi sont jugés précaires parce qu'ils sont associés à une plus grande insécurité financière en raison d'une plus faible rémunération, d'un accès moindre à certains avantages sociaux (tels que des régimes de pension ou d'assurance-maladie complémentaires), et d'une plus grande incertitude à l'égard du revenu futur. L'emploi précaire gagne du terrain depuis plus d'une décennie. Il a porté aussi une forte concentration en Tunisie au cours de la période de la crise sanitaire (Covid-19), période considérée néfaste pour tous les travailleurs dans plusieurs secteurs. D'après une étude élaborée par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (Ftdes), les politiques nationales de l'emploi consacrent la création du travail précaire et instable. Selon l'étude, 54.4% des travailleurs occupent des postes «atypiques», selon les normes internationales en vigueur. Selon la même source, 44% des travailleurs tunisiens sont employés sans contrat de travail, ce qui veut dire qu'ils travaillent au noir, 11.4% des



travailleurs sont employés en vertu de contrat à durée déterminée... Dans le même ordre d'idées, l'Itceq consi-

dère qu'outre le chômage, l'économie tunisienne se caractérise par un faible taux d'activité égal à 47% et elle est incapable d'utiliser pleinement son facteur travail. Ceci se résume par le faible taux d'emploi, à savoir 40%. La dégradation de la situation de l'emploi s'est accélérée avec le ralentissement de la croissance après 2011. Cette situation est jugée complexe selon la Fondation européenne pour la formation (ETF), qui, dans son rapport paru en 2019, intitulé « Marché du travail, dynamique des compétences et politiques d'emploi en Tunisie », stipule que les jeunes, notamment diplômés, et encore plus les jeunes femmes, ne trouvent que des emplois précaires par nécessité. A l'échelle internationale, dans les pays de l'Ocde, alors que l'emploi salarié a crû de 21 % de 1985 à 2007, l'emploi temporaire augmentait de 55 %. Cette croissance était d'autant plus prononcée au sein de l'Union européenne où elle se chiffrait à 115 %. Les emplois à durée déterminée y ont donc constitué près du tiers de tout l'emploi créé.

LIBYE

Turkish Airlines a repris les vols Tripoli après 10 ans d'interruption

La reprise des vols de Turkish Airlines constitue un accomplissement important pour le ciel d'une Libye qui cherche à faire revenir les compagnies qui ont déserté ses aéroports depuis plus d'une décennie en raison de l'instabilité politique. Turkish Airlines a acté la reprise de ses vols commerciaux avec la Libye après 10 ans d'interruption. Cette reprise s'opère après la relance des vols directs avec

Libye-Italie et après que les dirigeants du pays ont indiqué avoir « beaucoup amélioré » la sécurité de la navigation aérienne alors que le risque de conflit armé s'est réduit depuis quelques années. « L'arrivée du vol Turkish Airlines à l'aéroport international de Mitiga aujourd'hui est un message de garantie adressé à toutes les agences aéronautiques internationales. Cette étape confirme la stabilisation de la situation sécuritaire et soutient notre engagement à appliquer les normes de sûreté et de sécurité de l'aviation civile », a déclaré le ministre des Transports, Mohamed Al-Chahoubi. Le retour de Turkish Airlines constitue un atout important pour la Libye qui cherche à faire revenir les compagnies aériennes, notamment celles internationales s'étant retirées de son ciel pendant la guerre, afin de relancer. « Nous encourageons également

les autres compagnies aériennes qui ne disposent peut-être pas d'informations suffisantes sur la situation sécuritaire en Libye » a-t-il ajouté. Depuis 2014, la Libye figure sur la liste noire de l'Union européenne en raison des risques sécuritaires, ce qui a interrompu les vols directs avec les États membres de l'organisation, excepté Malte, la Grèce et récemment l'Italie.

ARABIE SAOUDITE

Une fondation lance des initiatives pour lutter contre le gaspillage alimentaire

Majed Al-Hogail a souligné la nécessité de sensibiliser le public aux effets négatifs du gaspillage alimentaire sur l'environnement, l'économie et la société. Les programmes stratégiques de la Grace Preservation Foundation ont été dévoilés lors d'une cérémonie coïncidant avec les récentes célébrations de la Journée internationale zéro déchet à Riyad. M. Al-Hogail, également président de la fondation, a souligné la nécessité de sensibiliser le public à l'impact négatif du gaspillage alimentaire sur l'environnement, l'économie et la société.

Le ministre saoudien des affaires municipales, rurales et du logement, Majed Al-Hogail, ainsi que des hauts fonctionnaires et des membres du conseil d'administration ont assisté à l'événement. Les entreprises de restauration ont été informées de l'existence d'un label de qualité visant à réduire les déchets alimentaires et d'une charte nationale pour la réduction des déchets. M. Al-Hogail, également président de la fondation, a souligné la nécessité de sensibiliser le public à l'impact négatif du gaspillage alimentaire sur l'environnement, l'économie et la société.

Il a rappelé l'engagement de la fondation à développer des solutions innovantes et à améliorer la coopération entre les parties prenantes afin de promouvoir les objectifs de durabilité. Le directeur général de la fondation, Abdullah Binsaeed, a souligné l'importance de la coopération entre les individus et les secteurs public et privé dans la conservation des aliments, conformément aux principes islamiques qui prônent la réduction des déchets, la modération, la préservation des aliments et la distribution équitable des excédents à ceux qui en ont besoin.

La cérémonie a vu l'introduction d'une charte nationale pour la réduction des déchets et le dévoilement d'une marque de qualité pour aider les entreprises de services alimentaires - y compris les hôtels, les restaurants et les salles de mariage - à minimiser les déchets alimentaires. Les responsables ont également lancé la plateforme et l'application Grace Preservation, qui offre divers services aux associations du secteur de la restauration et à la communauté au sens large.

RD CONGO

La mise en service du centre de données de Raxio Group à Kinshasa annoncée pour juillet 2024

Ces dernières années, on assiste à une demande croissante en matière de connectivité, de stockage et de traitement de données sur le continent africain. Des investissements se multiplient pour répondre à cette demande.

L'opérateur de centre de données Raxio Group mettra en service son centre de données en construction à Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC) en juillet prochain. C'est ce qu'a révélé Dominique Migisha, coordonnateur de l'Agence pour le développement du numérique (ADN), après une visite sur le site des travaux le vendredi 29 mars.

« La RDC aspire à l'économie numérique. Pour y parvenir, nous avons besoin d'infrastructures de stockage de données répondant aux standards internationaux. Ce sera un tournant historique. Nous sommes un grand pays, nous générons beaucoup de données, qui sont le pétrole de demain, et nous nous réjouissons d'avoir ce partenaire privé qui, finalement, va permettre à la RDC d'aller vers la digitalisation de manière souveraine », a déclaré M. Migisha.

C'est en mars 2021 que Raxio Group a



annoncé qu'il allait construire un centre de données neutre de catégorie Tier 3 à Kinshasa. L'initiative s'inscrit dans le cadre de l'engagement pris par la société en 2019 pour construire dix à douze centres de données à travers l'Afrique afin de répondre à la demande croissante en matière de connectivité, de stockage et de traitement de données.

Selon le rapport « Data Centres in Africa » réalisé par Oxford Business Group en octobre 2021, le continent entier a besoin de 700 installations et de 1 000 MW de capacité informatique pour combler le déficit qui y est observé. De plus, la taille du marché devrait passer de 740,2 millions \$ en 2024 à 1,7 milliard \$ en 2029, avec un taux de croissance annuelle composé de 17,9 %, selon le rapport « Africa Data Center Market Size & Share Analysis - Growth Trends & Forecasts Up To 2029 » du cabinet d'étude de marché Mordor Intelligence.

GUINÉE

Le début de la production commerciale à la mine d'or Kouroussa est officiellement reporté

Après la coulée du premier lingot d'or à Kouroussa en juin 2023, Hummingbird prévoyait l'entrée en production commerciale de la mine pour fin mars 2024 au plus tard. Ce délai ne sera finalement plus respecté, en raison d'un litige contractuel qui oppose la compagnie à son principal sous-traitant.

Hummingbird Resources a confirmé le 28 mars que la production commerciale ne sera pas effective sur sa mine d'or

Kouroussa au premier trimestre 2023, comme c'était initialement prévu. La compagnie britannique précise que le processus sera retardé jusqu'au rétablissement de la capacité de la mine, affectée depuis quelques semaines par un litige contractuel. Depuis la mi-mars, en effet, le principal sous-traitant de Hummingbird, Corica Mining Services, a en effet suspendu les opérations d'extraction à Kouroussa, invoquant des impayés de 27 millions de dollars. Hum-

mingbird assure qu'il s'agit d'une rétention volontaire des paiements en raison d'une violation de contrat par Corica. Les deux parties tentent depuis quelques jours de trouver un compromis.

« En début de semaine, l'équipe de direction de la société a rencontré un certain nombre d'acteurs clés en Afrique de l'Ouest. L'objectif de ces discussions était de redémarrer les opérations minières à Kouroussa dès que possible et de tracer la voie

à suivre pour atteindre des niveaux de production commerciale durables », explique la compagnie.

Pour rappel, la mine d'or Kouroussa est entrée en production en juin dernier. Elle peut livrer annuellement en moyenne 120 à 140 000 onces durant les trois premières années d'exploitation commerciale avec une moyenne annuelle de 100 000 onces sur une durée de vie initiale de 7 ans.

SÉNÉGAL

TotalEnergies va développer deux centrales solaires d'une capacité combinée de 20 MW pour SEN'EAU

SEN'EAU souhaite augmenter l'efficacité énergétique de deux sites et espère ainsi réaliser des économies sur ses coûts d'opération, conformément à sa stratégie.

La société sénégalaise en charge de l'exploitation et de la distribution de l'eau potable en zone urbaine et périurbaine, SEN'EAU et TotalEnergies via sa filiale TotalEnergies Renewables Distributed Generation Middle East Africa, s'associent pour le développement de deux centrales solaires photovoltaïques au Sénégal.

Les deux entités ont signé à ce titre un protocole d'accord le 28 mars dernier. Les deux centrales auront une capacité totale de 20MWc avec une capacité de production de 20 GWh pour la centrale solaire de Mékhé située dans la commune de Méouane, qui assurera 32 % des besoins en énergie du surpresseur de Mékhé et la centrale de Keur Momar Sarr qui produira 25 GWh pour les installations de la localité.

La construction devrait démarrer simultanément cette année pour les deux centrales, selon SEN'EAU qui rappelle que les projets s'inscrivent dans la lignée de sa vision et celle de TotalEnergie à promouvoir l'efficacité énergétique et la préservation de l'environnement.

Pour rappel, le gouvernement sénégalais s'est lui-même engagé à decarbonner son économie dans les années à venir, en misant davantage sur les énergies renouvelables. Cet engagement a reçu le soutien des pays développés, dans le cadre d'un partenariat de transition énergétique équitable.

TOGO

Arab Africa Trade Bridges Program lance une formation pour les professionnels des transports

Ces dernières années, le gouvernement du Togo a entrepris plusieurs mesures visant à développer le secteur des transports et de la logistique et renforcer la pratique des métiers y afférant. Ces mesures législatives et structurelles visent à faire du pays un hub dans le domaine en Afrique de l'Ouest.

Au Togo, le Secrétariat général d'Arab Africa Trade Bridges (AATB) Program, un programme multi-donateur visant à promouvoir et à accroître les flux commerciaux et d'investissement

entre les pays africains et arabes membres de l'Organisation de la coopération islamique, a annoncé le lancement d'une initiative de formation en faveur des professionnels des transports et transit.

Le programme qui jouit de la collaboration du gouvernement local, notamment du ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires, cible les formateurs. « L'objectif de cette formation est de doter les formateurs des compétences nécessaires pour mener des sessions éducatives de haute qua-

lité pour les professionnels du secteur des transports et du transit », a indiqué le communiqué de l'AATB.

Hani Salem Sonbol, secrétaire général de l'AATB, a indiqué que ce programme soutiendra le développement économique au Togo en permettant aux acteurs du secteur non seulement de se conformer aux réglementations nationales et internationales, mais aussi d'établir de nouvelles références pour l'industrie.

Le programme de formation s'inscrit dans la logique des mesures gouverne-

mentales visant à sécuriser le secteur des transports et à formaliser ses professionnels. Cette volonté de structuration a motivé la création d'un centre de formation aux métiers du transport et de la logistique, l'adoption d'une loi d'orientation sur les transports et la rédaction d'un texte fixant les conditions d'accès et d'exercice de la profession de conducteur routier. Des réalisations qui ne cachent pas l'ambition du gouvernement togolais qui est de se positionner comme un hub en matière de transport et de logistique.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes vues attentistes avant une salve d'indicateurs

Les Bourses européennes sont attendues mitigées mardi à l'entame d'une semaine riche en indicateurs économiques importants. Selon les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien s'afficherait en hausse de 0,11% à l'ouverture. Les contrats à terme sur le FTSE à Londres, le Dax à Francfort et l'EuroStoxx 50 suggèrent une ouverture sans direction.

En zone euro, les indicateurs PMI manufacturiers définitifs pour mars seront publiés ce mardi, ainsi que l'inflation préliminaire allemande pour ce même mois, alors que certains membres du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne commencent à évoquer des baisses de taux. Pour autant, les marchés seront focalisés sur les indicateurs américains après la première hausse en 18 mois de l'indicateur d'activité manufacturière ISM publié lundi. L'enquête Jolt sur les créations d'emplois pour mars mardi, les chiffres ADP de l'emploi privé mercredi et le rapport mensuel sur l'emploi du département du Travail vendredi constituent les principaux indicateurs de la semaine. Le conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale demeure en effet partagé sur la trajectoire de l'économie américaine, alors que le président de l'institution, Jerome Powell, a

déclaré vendredi que les risques sur l'emploi étaient désormais aussi pris en compte par la banque centrale. Si un ralentissement du marché du travail pourrait justifier une baisse des taux, sa résistance pourrait à l'inverse soutenir l'inflation et pousser la banque centrale à maintenir ses taux restrictifs plus longtemps qu'attendu.

A WALL STREET

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé lundi, les investisseurs s'inquiétant du calendrier des baisses de taux d'intérêt de la Réserve fédérale après que des données manufacturières plus élevées que prévu ont fait grimper les rendements du Trésor. L'indice Dow Jones a cédé 0,60%, ou 240,52 points, à 39.566,85 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 10,58 points, soit 0,20% à 5.243,77 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 17,37

points (0,11%) à 16.396,832.

EN ASIE

La Bourse de Tokyo recule, les marchés s'inquiétant d'une possible intervention de la Banque du Japon sur les changes alors que le yen demeure proche d'un plus bas depuis plus de 20 ans. Le Nikkei est stable à 39.802,03 points, le Topix, plus large, perd 18 points, en baisse de 0,2% à 8.581,00 points. Les valeurs technologiques ont progressé dans le sillage de leurs homologues américaines, toujours soutenues par l'engouement pour l'intelligence artificielle. Les groupes de semiconducteurs Lasertec, Shin-Etsu Chemical et Tokyo Electron ont progressé respectivement de 1,95%, 0,5%, et 2,9%. Les actions chinoises reculent, malgré des données manufacturières en amélioration, les marchés attendant davantage de mesures de soutien. Le SSE Composite de Shanghai perd 0,14%, le CSI 300 0,42%.

TAUX

Les rendements américains s'érodent avant

la publication de nombreux indicateurs sur l'emploi cette semaine aux Etats-Unis. Le rendement du Treasury à dix ans recule de 1,4 point de base à 4,3152% tandis que le taux à deux ans cède 1,9 pb à 4,6992%.

CHANGES

L'euro se replie après des données manufacturières américaines plus fortes que prévu. Le dollar est stable face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro perd 0,12% à 1,073 dollar et la livre sterling 0,06% à 1,2543 dollar. En Asie, le yen se replie de 0,09% à 151,76 yens pour un dollar, tandis que le dollar australien fait du surplace à 0,6489 dollar.

PÉTROLE

La reprise de l'activité manufacturière aux Etats-Unis et en Chine fait espérer un rebond de la demande en brut cette année, soutenant les cours. Le Brent avance de 0,5% à 87,86 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) gagnant 0,53% à 84,15 dollars.

CAC 40

Prudence au retour du long week-end de Pâques

La Bourse de Paris devrait débuter sans grande tendance mardi matin, pour sa première séance depuis la publication vendredi de chiffres de l'inflation plutôt rassurants aux Etats-Unis. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison avril - grappille 5,5 points à 8229 points, laissant entrevoir une ouverture peu changée. L'indice d'inflation de base dit 'core PCE', qui exclut les éléments volatils que sont l'énergie et les produits alimentaires, a augmenté de 2,8% en rythme annuel en février, contre une progression de 2,9% en janvier. Il s'agit de son plus bas niveau depuis 2021, c'est-à-dire au moment où les premières tensions inflationnistes commençaient à faire leur apparition après la crise du Covid. Ces chiffres - qui confirment le ralentissement de l'inflation Outre-Atlantique - pourraient inciter la Réserve fédérale à baisser prochainement ses taux. La statistique a été publiée

vendredi alors que Wall Street et que les marchés d'actions européens étaient fermés pour Vendredi Saint. Malgré cette statistique meilleure que prévu, Wall Street a entamé le deuxième trimestre sur une note relativement terne hier, le Dow Jones ayant cédé 0,6% et Nasdaq Composite ayant grappillé 0,1% sur fond de signaux assez mitigés du secteur manufacturier américain. De retour devant leurs écrans après le long week-end de Thanksgiving, les investisseurs européens devraient se montrer prudents avant une semaine chargée en indicateurs économiques et en prises de parole de responsables de la Fed. Les chiffres de l'emploi américain, qui seront publiés vendredi, ne suffiront probablement pas à altérer les anticipations de baisses des taux, mais pourraient permettre d'en savoir plus sur le rythme du futur assouplissement monétaire de la Fed. Sur le front des indicateurs,

les investisseurs prendront connaissance demain de l'indice ISM des services aux Etats-Unis, ainsi que des derniers chiffres de l'inflation en zone euro. Jerome Powell, le président de la Fed, s'exprimera par ailleurs mercredi sur les perspectives économiques à l'occasion d'un forum organisé par l'Université de Stanford (Californie). Un nouvel épisode de tensions entre l'Israël et l'Iran fait par ailleurs monter les cours du pétrole et les valeurs refuges suite à des frappes menées par Tsahal sur le consulat d'Iran à Damas, qui a fait plusieurs morts. Ce regain de tensions, qui fait craindre une escalade au Moyen-Orient, se traduit sur les marchés par une remontée des cours pétroliers, avec un baril de brut léger américain (WTI) qui progresse de 0,5% à plus de 84,1 dollars. L'or, les emprunts d'Etat et le dollar sont également orientés favorablement.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Avril 2024 Valeur : 03 Avril 2024					
P	BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4178	134.4328
1	EUR	EURO		144.9965	145.0261
1	GBP	POUND STERLING		169.5696	169.6741
100	JPY	JAPANESE YEN		88.8008	88.8401
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5917	18.5940
1	CHF	SWISS FRANC		149.1542	149.2371
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.3259	99.3444
1	DKK	DANISH KRONE		19.4344	19.4393
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5751	12.5800
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4004	12.4054
1	AED	UAE DIRHAM		36.6012	36.6082
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8381	35.8440
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.8469	437.0377
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7586	43.1883
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3166	13.3181
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.6802	27.8219
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5392	3.5396
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.9892	177.9892

PROCHE DE LA BARRE HISTORIQUE DES 40.000 POINTS

Wall Street ouvre très légèrement dans le vert

La Bourse de New York a ouvert en ordre dispersé lundi, entamant un nouveau trimestre proche de la barre historique des 40.000 points pour le Dow Jones, alors que les bourses européennes restaient fermées pour cause de jour férié. L'indice Dow Jones calait à la vue de l'étape des 40.000 points (-0,56%). Le Nasdaq, à dominante technologique, progressait de 0,26%. Le S&P, après 22 records au premier trimestre, cédait 0,08% vers 14h30 GMT. Depuis le début de l'année, l'indice élargi, le plus représentatif du marché, a gagné 10,2%, son meilleur score pour un premier trimestre depuis 2019. Le Dow Jones, avec une

progression de plus de 5,5% sur les trois premiers mois de l'année, affiche son plus fort rythme de croissance depuis 2021. Le Nasdaq est en hausse de plus de 9%. «Le marché a connu un premier trimestre fantastique! La tentative de poursuivre cette tendance au deuxième trimestre commence aujourd'hui, même si la demande n'est pas particulièrement robuste», a commenté Patrick O'Hare de Briefing.com. Les investisseurs réagissaient globalement de façon positive aux chiffres de l'inflation américaine publiés vendredi alors que le marché était fermé pour le week-end pascal. «Les données de vendredi ont montré que l'indice d'inflation sous-jacente, sans

l'énergie et l'alimentation, a ralenti comme prévu à +0,3% sur le mois de février», a commenté Art Hogan de B. Riley Wealth Management. «Cela stimule les attentes d'une baisse des taux dès juin» de la part de la Réserve fédérale (Fed), a ajouté l'analyste. Sur le front macroéconomique, le point culminant de la semaine sera le rapport sur l'emploi vendredi, un autre signal important pour la banque centrale qui veut ralentir l'inflation sans mettre en danger le marché de l'emploi. Les analystes s'attendent à encore de nombreuses créations d'emplois (+200.000, selon Briefing) même si elles devraient ralentir par rapport à février (+275.000). En début de

séance lundi, l'indice ISM d'activité manufacturière pour mars est repassé en croissance à 50,3% contre 48,1% en février, et après seize mois de contraction du secteur.

Nouveau record historique pour l'or

Sur le marché obligataire, les taux à dix ans grimpaient nettement à 4,30% contre 4,20%. Plus tôt dans la nuit, l'or a atteint un prix record de 2.270 dollars l'once avant de céder du terrain. Vers 14h15 GMT, l'once valait 2.235 dollars. À la cote, les titres de la compagnie de télécommunications AT&T perdaient 1,54% alors que les données de 73 millions de ses abonnés ont fuité, sans que

la compagnie n'ait précisé s'il s'agissait d'un piratage. Tesla lâchait 1,88% alors que le constructeur de véhicules électriques doit annoncer cette semaine ses livraisons pour le trimestre. Le transporteur express Fedex, qui n'a pas renouvelé son contrat de transport avec le service de la poste USPS, chutait de 1,82%. Son rival UPS, qui doit reprendre ce contrat, reculait aussi de presque 1%. La société de médias de l'ancien président américain Donald Trump, cotée sous le sigle DJT, introduite en bourse la semaine dernière perdait 14%. Le réseau social Reddit, qui a fait ses premiers pas en Bourse il y a deux semaines, reculait de 6,53%.

SEMI-CONDUCTEURS

Tokyo annonce un nouvel investissement massif dans l'entreprise japonaise Rapidus

L'entreprise nippone, à laquelle participent aussi de grands groupes privés comme Toyota et Sony, a été créée en 2022 pour soutenir l'objectif du Japon de revitaliser son industrie des semi-conducteurs via des injections massives d'argent.

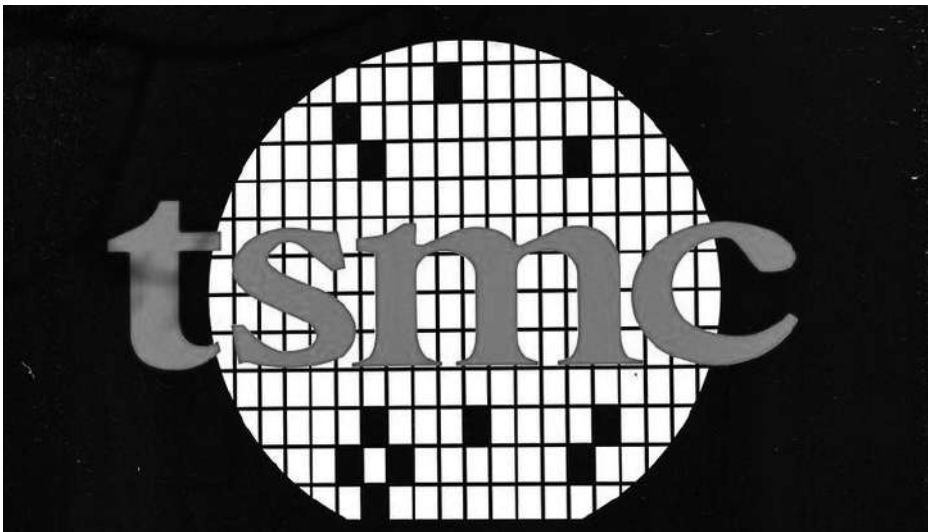
Tokyo a annoncé mardi un investissement de 3,6 milliards d'euros pour soutenir le japonais Rapidus dans la production locale de la future génération de semi-conducteurs, et participer ainsi aux efforts de l'archipel pour se développer dans ce secteur stratégique.

"Le projet Rapidus est extrêmement important (car il concerne) des semi-conducteurs de pointe qui peuvent avoir un impact sur la compétitivité de l'industrie japonaise dans son ensemble", a déclaré à la presse Hidemichi Shimizu, un responsable du ministère de l'Economie, en évoquant cette annonce.

Ce nouvel apport qui pourra atteindre 590 milliards de yens (3,6 milliards d'euros au cours actuel) s'ajoute aux 330 milliards de yens précédemment annoncés par le gouvernement japonais pour Rapidus, un consortium public-privé associé avec l'américain IBM. Le chantier de la première usine de Rapidus a démarré en septembre dernier sur l'île d'Hokkaido (nord du Japon). L'entreprise nippone, à laquelle participent aussi de grands groupes privés comme Toyota et Sony, a été créée en 2022 pour soutenir l'objectif du Japon de revitaliser son industrie des semi-conducteurs via des injections massives d'argent.

Une première usine TSMC inaugurée en février

Le gouvernement nippon prévoit ainsi d'investir jusqu'à 4.000 milliards de yens (environ 25 milliards d'euros) sur trois ans, dans le but de tripler les



ventes de puces "made in Japan" d'ici 2030, à plus de 15.000 milliards de yens (plus de 90 milliards d'euros au cours actuel) par an. Tokyo espère accélérer la recherche-développement et la production de semi-conducteurs de nouvelle génération au Japon, qui accuse un grand retard en la matière par rapport à ses voisins taïwanais et sud-coréen.

Dans le cadre de cette stratégie, le Japon a aussi inauguré en février la première usine sur son territoire du géant taïwanais des semi-conducteurs TSMC, une installation d'un coût équivalent à 8 milliards d'euros subventionné à plus de 40% par le gouvernement nippon. Et TSMC a récemment confirmé qu'il allait construire une deuxième méga-usine au Japon, là aussi avec un important soutien financier de Tokyo et d'entreprises privées japonaises comme Sony et Toyota. Le Taïwanais songe aussi à construire une troisième, voire

une quatrième usine géante au Japon à plus long terme, selon la presse. TSMC, qui compte Apple et Nvidia parmi ses clients, contrôle plus de la moitié de la production mondiale de puces, utilisées dans tous les domaines, des smartphones aux voitures connectées en passant par les missiles et l'intelligence artificielle (IA).

D'autres fabricants de puces japonais et américains bénéficient de généreuses aides de Tokyo pour doper leurs capacités industrielles dans l'archipel. Avec des groupes comme Toshiba et NEC, le Japon dominait le marché mondial des micro-puces dans les années 1980. Mais son importance dans ce domaine a ensuite fondu devant la concurrence taïwanaise et sud-coréenne: le Japon n'a plus que 10% de parts de marché dans ce secteur, contre plus de 50% à sa grande époque.

ESPAGNE

Le ministre des transports accuse la filiale low-cost de la Sncf de dumping

Le gouvernement espagnol étudie la possibilité de dénoncer Ouigo devant la Commission nationale des Marchés et de la Concurrence (CNMC), a expliqué le ministre des Transports, parlant de pratiques "profondément déloyales".

Le ministre espagnol des Transports Oscar Puente, a sévèrement critiqué lundi Ouigo, l'accusant de vendre à perte pour accroître sa part de marché dans le

transport de passagers aux dépens de la compagnie nationale espagnole Renfe. La filiale à bas coûts de la SNCF est présente en Espagne depuis mai 2022.

Des billets «très en dessous» de leurs coûts

Dans une interview à la radio Onda Cero, Oscar Puente, un socialiste, a reproché à Ouigo de vendre des billets "très en dessous" de leurs coûts pour les trains

à grande vitesse, parlant de pratiques "profondément déloyales".

Le gouvernement de gauche de Pedro Sánchez, a-t-il dit, étudie la possibilité de dénoncer Ouigo devant la Commission nationale des Marchés et de la Concurrence (CNMC).

"La concurrence doit être loyale"

Tout en indiquant que la libéralisation du marché fer-

roviaire avait apporté "des choses positives", notamment en entraînant une baisse des prix, il a estimé qu'elle les avait "réduits à un niveau qui n'était pas tenable" pour les entreprises qui se disputent le marché, à savoir Renfe (qui dispose également d'une filiale à bas prix, Avlo), Ouigo et Iryo, filiale de la compagnie publique italienne Trenitalia.

EUROPE

Peut-on payer ses impôts en cryptomonnaie ?

Payer ses impôts avec des monnaies numériques est déjà une réalité en Suisse, qui mène la course européenne à l'intégration de la cryptofinance dans les systèmes bancaires traditionnels. S'adapter ou mourir, tel est le sentiment qui prévaut dans le monde entier, lorsqu'il s'agit de l'adoption des actifs numériques, y compris les cryptomonnaies, par les banques traditionnelles.

Pour l'instant, c'est l'Europe qui mène la course mondiale, avec la Suisse en tête : certains de ses résidents peuvent désormais non seulement payer leur café en cryptomonnaies, mais aussi leurs impôts.

L'Union européenne rattrape son retard, les cryptoactifs deviendront largement réglementés lorsque le règlement sur les marchés des actifs numériques (MiCAR) entrera en vigueur le 1er janvier 2025.

"L'Europe est devenue l'un des leaders dans ce domaine, en particulier lorsque nous parlons de ce cadre de réglementation des cryptoactifs", explique Ilya Volkov, membre du conseil d'administration de la Crypto Valley Association, lors du symposium bancaire "Web3" de l'ONG, qui s'est tenu à Genève, la semaine dernière.

L'événement a rassemblé des banques traditionnelles et numériques et des fournisseurs de services de blockchain pour discuter de l'adoption de la technologie et des cryptoactifs.

Alors, le bitcoin pourrait-il se retrouver sur mon compte bancaire ordinaire ? La réponse de Ilya Volkov est "A coup sûr".

Qu'est-ce qui a rapporté le plus au cours de la dernière décennie ? : le bitcoin ou une maison à Londres ?

Le bitcoin dépasse les 60 000 dollars

"Les clients des banques traditionnelles leur posent déjà des questions sur l'accès aux cryptomonnaies", affirme Ilya Volkov, expliquant que l'évolution de cette technologie est similaire au passage du paiement par carte de crédit à Apple Pay ou Google Pay.

Selon Ilya Volkov, cette technologie ne sera pas seulement attendue, mais exigée par les clients des institutions financières traditionnelles.

"Je pense que c'est très important parce que c'est plus transparent, et c'est plus efficace en termes de coûts", indique-t-il, faisant référence à la façon dont la technologie derrière les cryptomonnaies, appelée blockchain, est décentralisée.

Cela signifie qu'elle ne nécessite pas d'intermédiaires, ce qui réduit les coûts, tandis que la cryptographie dans la blockchain - le réseau d'ordinateurs utilisé pour stocker les enregistrements des transactions - est considérée comme une garantie pour protéger les actifs des clients.

L'Abarth 600e (2024) veut vous impressionner

Le second modèle électrique d'Abarth s'avance. Il se montre encore en glisse et promet des performances de premier plan.



Vous adorez les vraies petites Abarth pétaradantes à l'ancienne ? Hélas, elles n'existent plus. Depuis la disparition de la 500 Abarth dans ses versions 595 / 695, la division sportive de Fiat ne commercialise plus que sa variante « épicée » de la 500e. Une auto se contentant de 155 chevaux, un chiffre quand même un peu juste pour prétendre à de vraies performances de GTI sachant qu'au même prix (elle coûte 36 900€), la « grosse » MG X-Power de 435 chevaux

fait office de véritable catapulte en comparaison.

Mais un second modèle électrique plus gros et plus puissant s'avance chez Abarth : le 600e, déjà commercialisé chez Fiat depuis l'année dernière, dans une déclinaison poussée à 240 chevaux. La marque au scorpion vient de dévoiler de nouvelles images de la voiture, avec une vue de l'intérieur permettant de découvrir sa planche de bord et une autre montrant le trois quarts arrière.

Dans l'image de tête, elle est même en train de glisser sur circuit. Elle se retrouve probablement dans cette position à la suite d'un gros coup de volant à l'inscription sachant qu'elle ne peut pas le faire « à l'accélérateur » : rappelons qu'il s'agira d'une simple traction, pourvue tout de même d'un blocage de différentiel mécanique pour garantir un bon niveau d'efficacité. Ce groupe motopropulseur se retrouvera aussi sous le capot de la prochaine Lancia Ypsilon HF et de l'Alfa Romeo Milano

dotés de la même architecture technique.

Présentation officielle cet été

Abarth donne rendez-vous à l'été prochain pour la présentation officielle de son 600e. Il s'imposera comme le pionnier des SUV citadins électriques sportifs, une catégorie sans doute appelée à s'étoffer dans les années à venir. Avec des prix qui, on l'espère, ne dépasseront pas les 40 000€.



APPLE

Un malware macOS se fait passer pour GTA 6 et vole les mots de passe du trousseau de votre Mac

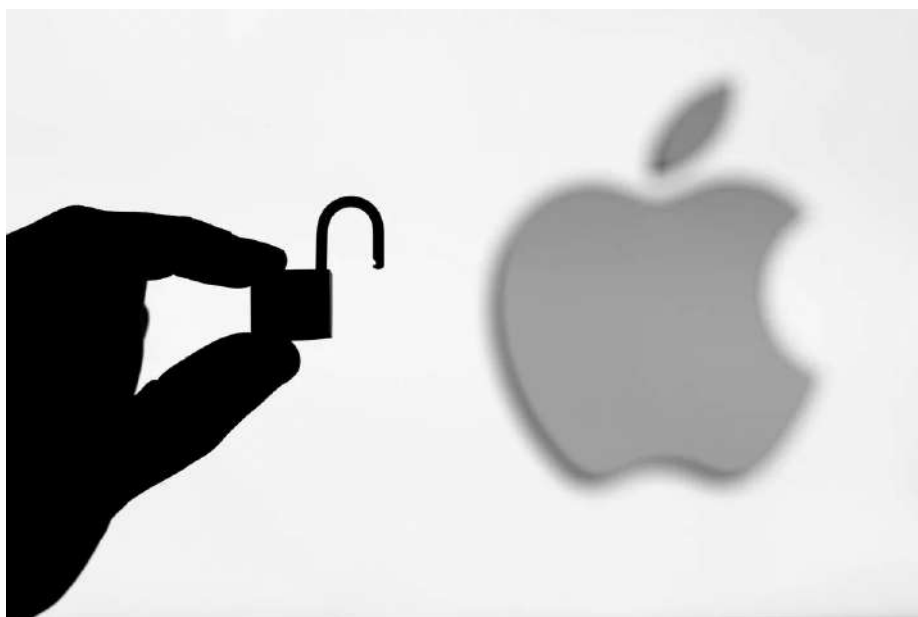
Il n'est prévu que pour 2025, mais déjà, le très attendu GTA 6 aiguise les appétits, en particulier celui des hackers, qui l'utilisent pour siphonner les mots de passe des trousseaux d'appareils macOS.

Les malwares qui ciblent spécifiquement macOS continuent de gagner en notoriété à mesure que la popularité des ordinateurs Mac augmente. Rien que sur l'année 2023, 21 nouvelles variantes de logiciels malveillants ont été identifiées, soit une augmentation de 50 % par rapport à 2022, selon une étude réalisée par Patrick Wardle, de la fondation Objective-See. L'idée selon laquelle les pirates ne s'intéressent pas aux machines Apple est donc largement fautive, bien que par le passé, la seule évocation de macOS signifiait d'être à l'abri de tous les dangers, virus et autres malwares. Aujourd'hui, non seulement le nombre d'attaques de logiciels malveillants augmente, mais ils deviennent de plus en plus sophistiqués. C'est pourquoi Clubic vous recommande d'embarquer un antivirus à bord de votre macOS.

Au cours d'une analyse approfondie des échantillons fragmentés d'un malware macOS notable, les experts en sécurité de Moonlock ont révélé un programme d'une sophistication inquiétante. Se faisant passer pour le très attendu GTA 6, qui avait déjà circulé sous la forme de faux exécutables fin 2023, ce malware déploie des techniques astucieuses pour extraire des informations sensibles, telles que les mots de passe stockés dans le trousseau local de l'utilisateur.

Un cheval de Troie déguisé en GTA 6

Moonlock, la branche spécialisée en cybersécurité de MacPaw, a identifié une nouvelle souche de malware comme étant une variante du logiciel de vol de mots de passe (PSW). Il s'agit d'un type de cheval de Troie malveillant conçu



pour collecter les identifiants et les mots de passe des machines infectées, puis les transmettre à l'acteur malveillant grâce à une connexion à distance ou par e-mail. Ce malware se camoufle soit en prétendant être une copie de GTA 6, soit en se faisant passer pour une version piratée de Notion, un logiciel de prises de notes notamment connu des propriétaires de machines Apple. Cette technique d'ingénierie sociale exploite la confiance en utilisant des noms familiers pour inciter les utilisateurs à télécharger des logiciels malveillants.

Attention toutefois ! Si tous les Mac sont équipés de macOS Gatekeeper, un mécanisme de sécurité intégré qui fonctionne en arrière-plan pour empêcher les utilisateurs de télécharger des applications non signées depuis Internet, potentiellement infectées par des logiciels malveil-

lants, cette fonctionnalité peut être contournée simplement en cliquant avec le bouton droit sur le fichier DMG et en sélectionnant « Ouvrir ». Les hackers exploitent cette vulnérabilité en incluant des instructions pour inciter l'utilisateur à ouvrir le fichier malveillant.

Une fausse fenêtre invitant l'utilisateur à donner son mot de passe

Lorsque le fichier DMG est exécuté, il libère un fichier Mach-O nommé AppleApp. Moonlock explique qu'« AppleApp » lance ensuite une requête GET vers une URL spécifique à partir d'une adresse IP russe. Si la connexion réussit, le programme commence à télécharger une charge utile partiellement obscurcie en AppleScript et en Bash. Cette charge utile est ensuite

exécutée directement à partir de la mémoire de l'application, contournant ainsi le système de fichiers.

Une fois exécutée, la charge utile se sert de plusieurs approches pour atteindre ses objectifs malveillants, notamment le phishing des informations d'identification, le ciblage des données sensibles, le profilage du système et l'exfiltration de données.

Le malware déploie également une tactique intelligente pour accéder à la base de données locale du trousseau, ce qui nécessite le mot de passe système de l'utilisateur. Il le fait en simulant une fausse fenêtre d'installation d'application d'assistance, exploitant ainsi la confiance de l'utilisateur pour révéler son mot de passe.

Une fois cette étape franchie, le malware commence à cibler les bases de données du trousseau ainsi que d'autres sources de données sensibles. Il parcourt les répertoires système à la recherche de données précieuses telles que les cookies, l'historique des formulaires et les informations de connexion des navigateurs web populaires.

Il recherche également la liste des serveurs récents de FileZilla, les bases de données macOS Keychain et les portefeuilles de cryptomonnaies.

En utilisant des scripts AppleScript sophistiqués, le malware établit également un dossier secret dans les répertoires personnels des utilisateurs. Tous les identifiants, mots de passe et clés collectés y sont stockés en attendant d'être extraits du système infecté vers un serveur externe contrôlé par le cybercriminel. Petit rappel utile : GTA 6 n'est pas encore sorti.

Le FC Liverpool tire mieux les corners grâce à l'IA de Google

Après les jeux de société comme les échecs et le go, la filiale de Google DeepMind se consacre désormais aux stratégies dans le football, en collaboration avec le FC Liverpool. Avec de premiers résultats concrets. Certes, l'intelligence artificielle n'est pas en mesure de remplacer un entraîneur de football. Elle ne le sera pas davantage dans un avenir proche. Et encore moins s'agissant de Jürgen Klopp, le célèbre entraîneur allemand de Liverpool - en poste depuis 2015 sur les bords de la Mersey et qui va quitter le club à la fin de la saison. Mais DeepMind s'est déjà rapproché de cet objectif en proposant des recommandations tactiques pour les corners, recommandations basées sur l'IA prédictive et générative. Comme le rapporte la filiale de Google dans la revue scientifique Nature, elle a développé, dans le cadre de sa collaboration avec le FC Liverpool, un système d'IA complet capable de conseiller les entraîneurs sur cette si-

tuation tactique particulière. La situation de jeu n'a pas été choisie au hasard : les coups de pied de coin impliquent toujours une interruption du jeu, au cours de laquelle les joueurs des deux équipes occupent une position fixe pendant un court laps de temps. Autrement dit, des conditions qui se prêtent à l'analyse. En outre, comme sur les coups francs, il s'agit d'une situation de jeu dangereuse amenant parfois un but. C'est particulièrement vrai pour le Liverpool FC - l'un des moments les plus célèbres de la demi-finale de la Ligue des champions 2019 est ainsi un corner botté par Trent Alexander-Arnold, qui a permis à Divock Origi de marquer. Une action mémorable dans l'histoire du Liverpool FC, puisqu'elle va permettre au club de prendre le dessus sur le FC Barcelone - malgré un match aller perdu 3-0 - et de se hisser en finale avant de remporter la trophée. Toutefois, même pour les coups de pied de coin, la prédiction de résultats s'avère

complexe en raison du caractère aléatoire du jeu de certains joueurs et de la dynamique entre eux.

10 000 situations de corner comme données d'entrée

Pour développer des tactiques et des contre-tactiques dans les situations de corner, les analystes devaient jusqu'à présent regarder de nombreuses vidéos de matchs pour rechercher des exemples similaires et étudier les équipes adverses. C'est là que TacticAI vient à la rescousse avec ses modèles prédictifs et génératifs. Selon DeepMind, le système d'IA a été alimenté par un ensemble de données issues de près de 10 000 situations de corners des saisons 2020 à 2023 de la Premier League, afin de répondre à trois questions centrales à l'aide du Deep Learning :
- Que se passera-t-il pour une formation tactique donnée sur un corner (fonction prédictive) ? Qui est le plus

susceptible de recevoir le ballon ? Cette situation va-t-elle déboucher sur une tentative de tir ?
- Est-il possible d'analyser ce qui s'est passé après le match (fonction de récupération) ? Et rapprocher ces constats des tactiques exploitées dans le passé ?
- Comment peut-on adapter la tactique pour obtenir un certain résultat (fonction générative) ? Comment, par exemple, les joueurs en défense devraient-ils être repositionnés pour réduire la probabilité d'une situation dangereuse sur leur but ?

Des propositions jugées constructives par les experts

« Une analyse quantitative a montré que TacticAI était très précise dans la prédiction des receveurs de corners et des situations de tirs, et que le positionnement des joueurs était similaire au déroulement réel d'un match », explique DeepMind dans un billet de blog. De plus, des experts en football

de Liverpool FC ont confirmé que les propositions de TacticAI étaient indiscernables de tactiques réelles. Dans 90% des cas, ces experts les ont même préférées aux configurations tactiques réelles, selon la filiale de Google. TacticAI n'est pas le premier résultat de la coopération de Google avec le FC Liverpool : un premier projet de recherche appelé Game Plan a examiné les apports de l'IA pour les tactiques de football et a présenté de premiers exemples, tels que l'analyse des pénalités. En 2022, DeepMind a ensuite développé Graph Imputer pour montrer, à l'aide d'un prototype prédictif, comment l'IA peut être utilisée pour des tâches en aval dans l'analyse du football. Ainsi, selon DeepMind, le système est capable de prédire les mouvements des joueurs hors caméra lorsqu'aucune donnée de suivi n'est disponible - en quelque sorte un substitut à un scout qui observe le match en personne.

Mots fléchés

Corps de métier				Agence spatiale européenne		24 heures		Livre avec bulles		Lisse service de table qui est un bien de la famille		Entrée au Vietnam	
Concordance		Détention		Force								Passage neigeux	
Débris		Grande école				Boiteux		Service hospitalier		Ville auvergnate			
		Tas								Obtenue			
					Dynastie de peintres flamands								Sucres simples
					Titane								
La loi du silence							Vie citadine				Sommes reçues	Saison chaude	
Poteau													
							Types						
Mousseux italien					Passer partout					Visage			
					Contesles					Deux romain			
Dictateur et maréchal yougoslave		Ville allemande					Filles d'un frère						
		Modéré											
				Troisième personne du singulier			Habit imperméable					Métal précieux	Rivière du Congo
				Bagnole			Sain						
Baptisée						Sélénium				Aussi			
Première page						Bedaine				Boisson à l'eau			
			Maison en bois										
			Infini					Unité de mesure					
Supposé	Pays champenois												
	Marrantes					Rivière bretonne						Griffe de rapace	
								Piège à poissons					
Inspiratrice		Dieu de l'Amour		Ville roumaine	Gambades						Bagages		Apprendre
						Ville des Bouches-du-Rhône		Refuge Revenus réguliers sans avoir à travailler					
Décora					Léger					Le cinéma est le septième			
					Partie d'intestin					Bon geste			
l'istrac-tion							Qui a de gros os			Echymose			
Goutte-lette de salive													
										Bradype		Beau perroquet	
										Male jaune			
Coupelle de labo		l'antale		L'Estonie							Capucin		
				Soldat US									
			Mômes								Longue période		
Conflère						Usagé				Polisson			

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

32 morts et 1311 blessés en une semaine

Trente-deux (32) personnes sont décédées et 1311 autres ont été blessées dans 1048 accidents de la circulation survenus durant la période du 24 au 30 mars, à travers le pays, selon un bilan rendu public mardi, par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Boumerdes avec 5 morts et 22 blessés, suite à 25 accidents circulation, note la même source. Par ailleurs, les équipes de secours de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 979 interventions pour l'extinction de 628 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger (95 incendies), Tlemcen (40) et Blida (33). Les mêmes secours ont également effectué 5760 interventions pour le sauvetage de 465 personnes en situation de danger et exécuté 4875 opérations d'assistance diverses.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 3 avril 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



SAID CHANEGRIHA

«L'ANP continuera à développer ses capacités de défense»

Le général d'armée Said Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a effectué une visite au commandement de la 1ère région militaire de Blida. Cette visite s'inscrit dans le cadre des visites d'inspection effectuées aux différentes composantes de l'Armée Nationale Populaire, durant le mois de Ramadan, précise un communiqué du ministère de la Défense nationale. A l'occasion, le général d'armée Said Chanegriha, a tenu une réunion avec les cadres et employés de la 1ère Région militaire, au cours de laquelle il a prononcé un discours d'orientation transmis à toutes les unités de la Région par téléconférence. Le chef d'état-major de l'ANP a souligné : « l'ANP continuera avec détermination à développer ses capacités de défense afin de sauvegarder les intérêts suprêmes de la Nation, conformément aux efforts visant à renforcer le lien sacré entre le peuple et son armée ». A cet égard, le général d'armée Said Chanegriha a salué les efforts de l'ANP « grâce auxquels le pays acquiert plus de force et d'immunité » et « s'est fortifié contre tous les dangers et toutes les menaces ». Le chef d'état-major de l'ANP a, également, salué les élans de solidarité exprimés par le peuple algérien durant le mois sacré du Ramadan, ainsi que la cohésion de ses composantes, qui « constitueront une solide muraille de défense contre toutes les menaces ».

TAHA DERBAL À BOUIRA

Quatorze communes alimentées du barrage de Tilesdit

Le ministre de l'hydraulique, Taha Derbal, à supervisé, lors de son déplacement dans la wilaya de Bouira, le lancement d'un nouveau système d'adduction de la ressource hydrique, qui alimente en eau potable quatorze communes de la wilaya, à partir du barrage de Tilesdit. Ce dernier, réalisé dans la commune de Bechloul, à une vingtaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de la wilaya de Bouira, a une capacité de plus de 167 millions de m3. Cet ouvrage sert à alimenter les communes d'El Adjiba, Ahnif, Ath Mansour, M'Chedallah et Chorfa, pour ne citer que celle-ci parmi les 12 communes concernées par le projet d'alimentation en eau potable, et les milliers de terres à irriguer. Ce nouveau système d'adduction d'eau est un projet important et vital qui renforcera et améliorera les délais de distribution d'eau potable, et limitera les perturbations dans la distribution qui ont été enregistrées précédemment, notamment avec l'augmentation relative du niveau du barrage de Tilesdit, suite aux récentes précipitations. Le ministre de l'hydraulique, après avoir eu droit à une présentation générale de la situation localement, a annoncé que « la wilaya de Bouira a été affectées par la sécheresse. D'ailleurs le barrage de Koudiet Acerdoune a subi un déficit terrible en eau, en raison de la rareté des pluies ». Il est certain que le barrage de Koudiet acerdoune d'une capacité de 640 millions de mètres/cube, en plus de fournir l'eau potable au profit de 16 communes de la wilaya de Bouira, est conçu également, afin de garantir le transfert des eaux à raison de 108 millions de m³ / an, et alimenter en eau potable 5 Wilayas du centre du pays à savoir, Bouira, Tizi-Ouzou,

Alger, Médéa, et M'Sila. 71 millions de m3 sont réservés pour alimenter Alger, 21 millions Bouira, 35 millions Médéa, 20 millions Tizi-Ouzou et 9 millions Msila. Sauf qu'avec la sécheresse a mis à sec les réserves du barrage de Koudiet Acerdoune. « Il faut faire achever rapidement des projets en cours et lancer d'autres. Les moyens financiers existent et le feu vert du président nous l'avons aussi » n'a cessé de marteler le ministre de l'hydraulique. « L'essentiel est de réaliser les programmes dans les délais » a-t-il poursuivi. « Nous ne sommes pas satisfaits de la répartition actuelle » a-t-il fait savoir. « J'ai reçu des instructions du président de la République en personne, pour mettre fin aux carences » dira-t-il en conclusion

CONSTANTINE

Levée du gel sur le projet du nouveau stade de 50 000 places

Le wali de Constantine a révélé qu'un projet de construction d'un complexe sportif de 50 000 places dans la wilaya a été lancé après la levée du gel. Il a expliqué, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection de projets relevant du

secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya, qu'une étude avait été initiée sur ce projet, qui est considéré « stratégique » pour le sport aux niveaux local et national. Il a ajouté que l'annonce de l'appel d'offres relatif à la réalisation de ce

stade, pour lequel un terrain a été attribué dans la zone de Kattar El-Aiche, sera publiée après la fin de l'étude technique. Pour rappel, la wilaya de Constantine a bénéficié de décisions de levée du gel sur plusieurs projets liés au secteur de la jeunesse et du

sport, tels que la réalisation de deux stades d'une capacité de 3.000 et 2.000 places respectivement dans la Circonscription administrative Ali Mendjeli, une maison des jeunes, un complexe sportif de proximité et une salle multisports, selon ce qu'a rapporté le Wali.

SELON L'OMS

«forte hausse» des décès de nouveau-nés à Ghaza

La mortalité des nouveaux-nés est "en forte hausse" à Ghaza, les bébés naissant en sous-poids, a indiqué mardi l'OMS, qui se base sur les témoignages de médecins sur place. "Différents médecins, en particulier dans les maternités, rapportent qu'ils constatent une forte hausse du nombre d'enfants nés avec un faible poids à la naissance et qu'ils ne survivent tout simplement pas à la période néonatale parce qu'ils sont nés trop petits", a indiqué Margaret Harris, porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lors du point de presse régulier de l'ONU à Genève. "L'hôpital pédiatrique Kamal Adwan, où arrivent chaque jour au moins 15 enfants mal-nourris est particulièrement important, et les besoins deviennent de plus en plus criants", a-t-elle indiqué. Toutefois, l'OMS n'est pas en mesure d'établir des statistiques précises en raison de la dévastation dans le territoire palestinien après six mois de violences. Elle a aussi donné l'exemple d'un centre



de stabilisation installé la semaine dernière, où "les patients hospitalisés sont généralement des enfants qui souffrent de maladies et de malnutrition car, comme vous le savez, si vous souffrez d'une maladie sous-jacente, la malnutrition vous tuera beaucoup plus rapidement". Elle est aussi revenue sur l'hôpital al-Chifa, dans la ville de Ghaza, qui était le plus important de tout le territoire et qui a été le théâtre depuis la mi-mars d'une intense opération militaire de l'armée sioniste. "Il n'est plus en mesure de fonctionner comme un hôpital sous quelque forme que ce soit, a affirmé la porte-parole. "Le complexe hospitalier al-Chifa a disparu à jamais", a lancé le directeur par intérim de l'hôpital, dans une vidéo réalisée sur place et diffusée par l'OMS. "Détruire al-Chifa signifie arracher le cœur du système de santé" de Ghaza, a insisté Margaret Harris, soulignant que c'était un immense hôpital de 750 lits, 25 salles d'opération et 30 salles de soins intensifs.